

Les Enjeux

Quotidien national de l'économie

Eco

Lundi 26 août 2024 - Prix : 20 DA - <http://www.lesenjeuxeco.dz> ■ N°452 ■

IL A ANIMÉ UN MEETING
À ORAN
Tebboune
promet la création
de 450 000 emplois

P 16

SIGNATURE D'UNE CONVENTION TRIPARTITE POUR LA PRODUCTION
DES VIANDES BLANCHES ET ROUGES

Objectif : réguler le marché et stabiliser les prix

Une convention cadre de partenariat pour la production de viandes blanches et rouges, en vue de réguler le marché à l'approche du prochain mois de Ramadhan, a été signée hier à Alger, entre la Société de développement des cultures agricoles stratégiques (SDCAS), le Groupe des industries agroalimentaires et logistiques (Agrolog) et la Caisse nationale de Mutualité agricole (CNMA). P 3



LIGNE FERROVIAIRE MINIÈRE
DE L'EST DU PAYS

Les travaux de modernisation sur la bonne voie

L'achèvement de quatre ouvrages d'art sur le premier tronçon du projet de modernisation, de doublement et de correction de la ligne ferroviaire minière de l'Est (Annaba-Bouchkoff-Tébessa) a été annoncé lors d'une visite de terrain effectuée par le wali de Guelma. Ce tronçon, situé dans la wilaya de Guelma, comprend des ponts et des passages sous la voie ferrée sur une distance de 14 kilomètres, s'étendant de la frontière de la wilaya d'El Tarf jusqu'à la commune de Bouchegouf.

P 2

CAMPAGNE ÉLECTORALE

Appel à une large mobilisation le jour du scrutin présidentiel

Les candidats à la présidentielle du 7 septembre et leurs représentants ont exhorté samedi, au 10e jour de la campagne électorale, les électeurs à exercer leur droit de vote le jour du scrutin, en soulignant l'importance cruciale de chaque voix dans ce processus démocratique.

P 5

GAZ, ÉLECTRICITÉ, PRODUITS
PÉTROLIERS

La consommation énergétique en hausse de 6%

La consommation énergétique en Algérie est en nette augmentation. Selon les derniers chiffres de l'Agence nationale pour la promotion de la rationalisation de l'utilisation de l'énergie (APRUE), la consommation énergétique finale globale pour l'année 2022 est de 53,1 Mtep/Pcs contre 50,2 Mtep/pCS en 2011, soit une hausse de la consommation de près de 6% (5,9%).

P 3



BLIDA
28.000 m3 d’eau
récupérés après la
campagne de
réparation des
fuites

Un volume global de 28.000 m3 d'eau potable a été récupéré par l'unité de Blida de l'Algérienne des eaux (ADE), dans le cadre de sa participation récemment à la campagne nationale de réparation des fuites d'eau, a-t-on appris dimanche auprès de cet établissement. Ce volume d'eau, devant contribuer à l'amélioration de l'alimentation quotidienne en eau potable, a été récupéré dans le cadre de la campagne d'éradication des fuites d'eau et de réparation et maintenance des équipements de production visant l'amélioration du service public d'eau potable, et la lutte contre le gaspillage de l'eau et les maladies à transmission hydrique (MTH), ayant permis la réparation de 188 fuites d'eau entre le 11 et le 22 du mois courant, a-t-on ajouté de même source. Cette opération a notamment concerné 16 points de fuites au niveau de conduites d'adduction, 108 points de fuites au niveau des conduites de distribution et 64 points de fuites au niveau de branchements individuels. A cela s'ajoute la remise en service de 14 forages d'eau, ayant fait l'objet du vol de leurs équipements de production dans plusieurs communes, en plus de l'enregistrement de quatre (4) interventions par camera endoscopique et la détection de 46 branchements illicites, a détaillé la même source. Cette campagne a mobilisé neuf (9) unités de l'ADE issues de différentes wilayas, appuyées par les équipes techniques et les équipements nécessités pour l'opération, en plus des équipes techniques de l'ensemble des centres relevant de l'ADE de Blida, selon la même source.

LIGNE FERROVIAIRE MINIÈRE DE L'EST DU PAYS

Les travaux de modernisation sur la bonne voie

L'achèvement de quatre ouvrages d'art sur le premier tronçon du projet de modernisation, de doublement et de correction de la ligne ferroviaire minière de l'Est (Annaba–Bouchkoff–Tébessa) a été annoncé lors d'une visite de terrain effectuée par le wali de Guelma. Ce tronçon, situé dans la wilaya de Guelma, comprend des ponts et des passages sous la voie ferrée sur une distance de 14 kilomètres, s'étendant de la frontière de la wilaya d'El Tarf jusqu'à la commune de Bouchegouf. L'annonce a été faite par Abdelhamid Kalai, représentant de l'Agence Nationale des Études et du Suivi des Investissements Ferroviaires (ANESRIF), en présence du wali de Guelma, Houria Aggoune.

Par Mourad A.

Le représentant de l'ANESREF a également mentionné que des travaux sont en cours pour la construction d'un important ouvrage d'art sur ce tronçon : un passage supérieur sous forme de pont de 66 mètres de long, destiné à dérouter la circulation au niveau de l'intersection de la route nationale n°16 avec la ligne ferroviaire. Ce pont est actuellement achevé à environ 50 %. Une autre responsable locale a fourni des détails sur l'avancement de la construction du tunnel souterrain dans la commune d'Oued Fragha. À ce jour, 174 mètres du tunnel ont été excavés, représentant plus de 50 % de la longueur totale de 325 mètres. Elle a indiqué que le rythme de construction est « bon » pour ce tronçon, dont les travaux ont débuté en août 2023. Les réseaux ont été déplacés et protégés, et le corridor destiné à l'installation des voies ferrées a été entièrement libéré. L'expro-

priation et l'indemnisation des propriétaires de terrains ont également été effectuées. Le tronçon traversant la wilaya de Guelma s'étend sur 54 kilomètres et fait partie des quatre tronçons du projet global visant à moderniser et doubler la ligne ferroviaire minière de l'Est du pays, reliant Annaba à Tébessa, incluant Djebel Onk et Blad El Hadba. Lors de sa visite, le wali de Guelma a également inspecté le chantier de construction d'un passage supérieur reliant la route nationale n°16 à la route de wilaya n°126, long de 66,8 mètres. Elle a été informée que cette structure est achevée à 40 %. En ce qui concerne les travaux de construction du tunnel, long d'environ 1 kilomètre et réparti en trois tronçons, les progrès sont notables, avec un avancement de 22 %. L'excavation a atteint 91 mètres à l'entrée et 83 mètres à la sortie, totalisant 174 mètres sur les 300 mètres prévus pour le premier tronçon. L'entre-

preneur a confirmé qu'aucun problème ne freine le progrès des travaux du tunnel. Pour ce qui est de l'expropriation des terrains et de l'indemnisation des citoyens et des investisseurs agricoles le long du tracé, environ 294 hectares ont été expropriés, avec une indemnisation totale de 33,7 milliards de centimes. Depuis le début du projet, des permis ont été accordés pour établir quatre camps de travailleurs, y compris des unités de production de béton couvrant plus de 10 hectares. De plus, une licence a été délivrée pour l'exploitation de calcaire au Djebel Debagh, et six permis ont été accordés pour l'exploitation et l'évacuation des matériaux de terrassement. Parmi les travaux connexes, la protection mécanique du pipeline de gaz naturel (type GK3) le long du parcours du projet a été achevée en 20 jours, sous la supervision et la coordination d'une équipe technique hautement qualifiée de Sonatrach et de GCB.

INSUFFISANCES DU SECTEUR BANCAIRE PRIVÉ ALGÉRIEN

Une seule agence bancaire ouverte durant l'exercice 2023!

Par S R

Le nombre d'agences bancaires en Algérie à la fin 2023 a été de 1649 Agences, selon le dernier rapport de la Banque d'Algérie. Vingt-cinq (25) nouvelles agences ouvertes par le secteur bancaire l'année passée. Le secteur public (07 banques) a vu son réseau s'étouffer de 24 agences alors que le secteur privé (13 banques) n'a ouvert qu'une seule agence, a déploré Chabane Assad, fondateur du cabinet Finabi dans une analyse posté en ligne sur son compte linkedIn. Cette situation est « anormale », dira-t-il, surtout que la circulation fiduciaire hors banques galope avec une croissance de 8,6% à la fin 2023 atteignant le chiffre de 8.030,76 milliards de dinars (34% de la

masse monétaire). En 2024, elle a continué à augmenter avec un taux de croissance de 7,25% à la fin juin (8.613 milliards de dinars). En 2022, le réseau privé a perdu deux agences et cette année, une seule agence ouverte. Certes la digitalisation des transactions diminue le besoin d'un réseau d'agences physique important mais la taille critique est non atteinte en Algérie. Une densité d'une agence pour 26 690 habitants en 2023 contre 26 628 habitants en 2022. Ce chiffre demeure « très loin » des normes internationales, détaille-t-il. La moyenne par rapport au nombre des habitants est de 1 agence/10.000 habitants, tandis qu'en Algérie cette moyenne est de 1 agence/26.000 habitants. En Tunisie, le réseau d'agences

bancaires s'est consolidé en passant de 1992 agences à 2031 à fin 2022, soit une agence pour 5 812 habitants contre une agence pour 5 906 habitants une année auparavant. Pour mesurer le déficit en agences du secteur bancaire algérien, FINABI Conseil a utilisé l'indicateur de performance suivant : Ressources récoltées du secteur privé (entreprises privés et ménages)/Nombre d'agences. « Les ressources récoltées du secteur privés sont de 8.941,25 milliards de dinars/1649 agences. Donc chaque agence (secteurs bancaires public et privé confondus) gère en moyenne 5,42 milliards de dinars de ressources financières privées. Le détail pour chaque secteur bancaire (public et privé) est le suivant : - 5,90 milliards de dinars de ressources financières privées captées par agence

bancaire du secteur bancaire public; - 5,26 milliards de dinars de ressources financières privées captées par agence bancaire du secteur bancaire privé. Donc, les banques publiques sont plus performantes dans la récolte des ressources financières privées. Pour égaliser la norme internationale, « le réseau bancaire algérien doit être constitué de 4 700 agences. En mettant comme hypothèse que chaque nouvelle agence créée va capter seulement 2,5 milliards de dinars supplémentaires (alors que la moyenne actuelle est de 5,42 milliards), la circulation fiduciaire hors banques baissera significativement (2,5 milliards* 3051 nouvelles agences)= 7.627 milliards de dinars alors que la circulation fiduciaire hors banque actuelle est de 8.613 milliards de dinars », conclut-il.

Quotidien economique

Les EnjeuxEco

Edité par la
SARL
Les enjeux Eco
Tel: 06 98165554

Gérant
Belmihoub
Abdelaziz

Directeur de
publication
Radji Zahir

Siège social
03,Rue Ali Boumendjel
Square Port Said , Casbah
email: lesenjeuxeco@gmail.com

ccb : BDL 005
001700000003889 09

Impression
Centre : SIA

Distribution
Centre:
les enjeux Eco

«Pour votre publicité, s'adresser à : L'Entreprise Nationale de Communication, d'Édition et de Publicité»
Agence ANEP 01, avenue Pasteur, Alger
Téléphone : 020 05 20 91 / 020 05 10 42
Fax : 020 05 11 48 - 020 05 13 45 - 020 05 13 77
E-mail: agence.regie@anep.com.dz
Programmation.regie@anep.com.dz
agence.oran@anep.com.dz
agence.annaba@anep.com.dz
agence.ovargla@anep.com.dz
agence.constantine@anep.com.dz

SIGNATURE D'UNE CONVENTION TRIPARTITE POUR LA PRODUCTION DES VIANDES BLANCHES ET ROUGES

Objectif : réguler le marché et stabiliser les prix

Une convention cadre de partenariat pour la production de viandes blanches et rouges, en vue de réguler le marché à l'approche du prochain mois de Ramadhan, a été signée hier à Alger, entre la Société de développement des cultures agricoles stratégiques (SDCAS), le Groupe des industries agroalimentaires et logistiques (Agrolog) et la Caisse nationale de Mutualité agricole (CNMA).

Synthèse Sirine R

La cérémonie de signature de cette convention, visant la production de pas moins 10.000 tonnes de viande blanche et la constitution d'un cheptel de 50.000 têtes ovines, s'est déroulée au siège du ministère de l'Agriculture et du Développement rural, en présence du ministre du secteur, Youcef Cherfa. Le document a été signé par le P-dg de la SDCAS, Mustapha Belhanini, le P-dg d'Agrolog, Djahid Zefzaf, et le directeur général de la CNMA, Chérif Benhabiles. En effet, cette convention s'inscrit dans le cadre des mesures proactives prises par le secteur de l'agriculture et du développement rural pour assurer la stabilité du marché en ce qui

concerne les produits agricoles de grande consommation, tels que les viandes blanches et rouges, explique le ministère dans un communiqué. En vertu de cette convention, les structures d'élevage de volaille et de bétail des unités de production agricole (anciennement fermes pilotes), relevant de la SDCAS, seront mises à la disposition de l'Office national des aliments du bétail (ONAB) et de la Société algérienne des viandes rouges (ALVIAR) pour la production de viandes blanches et rouges, dans le but de constituer un stock stratégique destiné à approvisionner le marché pendant le mois de Ramadhan et la fête de l'Aïd el-Adha à venir. Intervenant à cette occasion, Youcef Cherfa a souligné que l'objectif de la convention est la

régulation du marché et la stabilité des prix des viandes, ainsi que la valorisation des infrastructures d'élevage, et aussi l'encouragement de la production nationale de viande et la constitutions de stocks pour assurer la disponibilité des produits d'une façon pérenne. «Nous disposons de toute une série d'infrastructures non utilisées des anciennes fermes pilotes et qui peuvent être rentabilisées de façon optimale pour accroître la production nationale ce qui nous permettra de constituer des stocks conséquents de viandes rouges et blanches pour approvisionner le marché durant les périodes de forte demande», a-t-il insisté. D'autre part, la CNMA prendra en charge tous les risques liés aux activités concernées par

cette convention via l'assurance, en plus de fournir un accompagnement technique, une évaluation et un suivi par des experts et spécialistes dans ce domaine. L'objectif fixé est de produire au moins 10.000 tonnes de viandes blanches et 50.000 têtes ovines pour constituer un stock régulateur et approvisionner le marché avec des produits nationaux à des prix étudiés pendant les périodes de forte demande, a-t-on souligné. En plus de valoriser les infrastructures disponibles dans les unités de production agricole, les partenaires de cette convention s'engagent à fournir à ces unités les intrants nécessaires (poussins, aliments...), à respecter les normes relatives aux bâtiments d'élevage de volaille et de bétail, ainsi que les normes sanitaires et la qualité des produits.

GAZ, ÉLECTRICITÉ, PRODUITS PÉTROLIERS

La consommation énergétique en hausse de 6%

Par Sirine R

La consommation énergétique en Algérie est en nette augmentation. Selon les derniers chiffres de l'Agence nationale pour la promotion de la rationalisation de l'utilisation de l'énergie (APRUE), la consommation énergétique finale globale pour l'année 2022 est de 53,1 Mtep/Pcs contre 50,2 Mtep/pCS en 2011, soit une hausse de la consommation de près de 6% (5,9%). Le secteur «Résidentiel & Tertiaire » représente la plus grande part de la consommation énergétique finale globale (47%), suivi du secteur « Transports » (29%) et du secteur « Industrie » (24%), indique l'Aprue dans son rapport rendu public hier, précisant que la consommation énergétique finale du secteur « Industrie » a augmenté de 3,1%. C'est un signe de relance d'activité dans ce secteur. la même source a fait savoir que le secteur « Résidentiel & Tertiaire » a connu la plus forte demande de consommation énergétique finale, avec une hausse de (+7,6 %) par rapport à l'année 2021, suivi du secteur « Transports » avec une hausse de +5,4 %.

S'agissant de l'évolution de la consommation fi-

nale par produit énergétique, trois produits énergétiques sont de plus en plus consommés. Il s'agit de l'électricité avec un taux de 31%, le gaz naturel avec 37% et les produits pétroliers avec 26%. En effet, l'électricité a connu une hausse de sa consommation, entre 2021 et 2022, de +5,7%. Quand au gaz naturel et GPL, ils ont connu les hausses les plus importantes de leur consommation, entre 2021 et 2022, avec respectivement (+8,3 %) et (+8,4 %). En outre, les produits pétroliers ont évolué de (+ 2,3 %). Dans la structure de consommation finale des produits pétroliers, la consommation du gasoil est dominante (72%). La consommation énergétique finale du secteur résidentiel en 2022 a atteint 19,219 Ktep contre 18,053 Ktep en 2021, soit une augmentation de 6,5%. Cette hausse est caractérisée par une forte consommation du gaz naturel et d'électricité. La consommation unitaire d'énergie par ménage a atteint 1,547 Tep/ménage en 2022 contre 1,519 Tep/ménage en 2021, soit une augmentation de +1,8%, avec : « Une consommation unitaire électrique qui a atteint 2911 Kwh/ménage en 2022 contre 2880 KWh/ménage en 2021, soit une

hausse de +1,1 % ; Une consommation unitaire calorifique qui a atteint 12962 thermie/ménage en 2022 contre 12718 Thermie/ménage en 2021, soit une hausse de +1,9 %», lit-on dans le même document. La consommation unitaire d'énergie finale globale par habitant, est passée de 0,877 Tep/habitant en 2021 à 0,896 Tep/habitant en 2022, soit une augmentation de la consommation de +2,1%. Le TCAM de la consommation unitaire d'énergie finale sur la période 2012 à 2022 est de 1,21%. Le TCAM du PIB/habitant, sur la même période, est de 0,92%. L'intensité énergétique finale est passée de 3,506 TEP/MDA2012 en 2021 à 3,493 TEP/MDA2012, en 2022, soit une légère diminution de -0,3%. L'intensité énergétique finale n'a donc pas impacté d'une manière significative l'augmentation de l'intensité énergétique primaire. Sur la période 2012 à 2022, l'intensité énergétique finale est restée relativement stable avec un TCAM de 0,29%. Légère hausse de la production d'énergie primaire Le TCAM du PIB et de la consommation Finale, durant cette même période, sont respectivement de 3,03% et 3,32%. Soit une consommation finale

qui évolue plus rapidement par rapport au PIB. Il est à noter que la production d'énergie primaire, durant l'année 2022, a atteint 165,4 Mtep, soit une légère hausse de +0,6% par rapport à l'année 2021 (164,4 Mtep). L'augmentation de la production primaire, entre l'année 2022 et l'année 2021, a concerné tous les produits à l'exception du gaz naturel, qui a connu une baisse de -3,4%. Le Gaz naturel représente la plus grande part de la production primaire avec 58%, suivi par le pétrole brut (30%) dont la production a connu une hausse de +7,12%, passant de 47 Mtep en 2021 à 50,5 Mtep en 2022. Parmi les combustibles solides, le bois a connu un accroissement important de son usage, même si sa part reste négligeable (0,01%), passant de 2 Ktep en 2021 à 18 Ktep en 2022, soit en volume de 13 000 m³ contre 91 000 m³. La consommation unitaire d'énergie primaire par habitant de 2021 à 2022 est passée de 1,405 Tep/habitant à 1,448 Tep/habitant, soit une augmentation de la consommation de 3,1%. Le TCAM de la consommation unitaire d'énergie primaire sur la période allant de 2012 à 2022 est de +1,38%.

APPROVISIONNEMENT DE L'EUROPE EN HYDROGÈNE VERT

Défis et opportunités du transport via les infrastructures gazières existantes

Par Mourad A.

Le transport de l'hydrogène via les infrastructures de gaz naturel existantes en Algérie présente à la fois des défis complexes et des opportunités prometteuses dans le cadre de la transition énergétique mondiale, selon un rapport récent de la plateforme spécialisée dans les marchés de l'énergie, « Attaqa.net ». Les propriétés physiques et chimiques distinctes de l'hydrogène par rapport au méthane, le principal composant du gaz naturel, posent des questions importantes sur l'adaptation de l'infrastructure actuelle. Les pipelines algériens, initialement conçus pour le gaz naturel, nécessiteraient des investissements considérables et des modifications opérationnelles pour transporter ce nouveau vecteur énergétique. Les risques associés à cette transition incluent des préoccupations en matière de sécurité, avec une augmentation potentielle des fuites, incendies et explosions, accentuée par les défis liés à l'inspection des pipelines enfouis. Malgré ces défis techniques, l'Algérie bénéficie d'un réseau de pipelines déjà bien établi,

comme le Medgaz, qui relie directement le pays à l'Europe. Cette infrastructure pourrait, avec les ajustements nécessaires, offrir une solution économiquement viable pour l'exportation d'hydrogène vers les marchés européens, contribuant ainsi à la transition énergétique. Réutiliser les infrastructures existantes plutôt que d'investir dans de nouveaux réseaux exclusivement dédiés à l'hydrogène est économiquement attrayant, car cela permettrait de réduire les coûts tout en valorisant les actifs déjà en place. Pour surmonter les défis techniques, des solutions telles que le mélange limité d'hydrogène avec le gaz naturel, l'application de revêtements protecteurs à l'intérieur des pipelines, ou la réduction de la pression de transport, nécessitent encore des recherches et des expérimentations approfondies. Des tests sont en cours à l'échelle mondiale pour déterminer les limites sécuritaires de ces mélanges, avec des pourcentages variant selon les spécificités locales. Bien que l'intégration de l'hydrogène dans les infrastructures gazières existantes en Algérie soit techniquement envisageable, elle doit

être soigneusement planifiée en tenant compte des investissements nécessaires et des risques associés. Les perspectives offertes par cette transition sont significatives, positionnant l'Algérie comme un potentiel pionnier dans l'exportation d'hydrogène vers l'Europe, à condition que les défis techniques et économiques soient surmontés avec succès.

L'hydrogène vert, une alternative au pétrole et au gaz d'ici 2050

D'ici 2050, l'introduction de carburants tels que l'hydrogène vert pourrait bouleverser l'industrie énergétique mondiale en remplaçant jusqu'à un million de barils de pétrole par jour, selon un rapport récent de la plateforme « Attaqa.net ». Ce potentiel de substitution ne se limite pas seulement à répondre aux besoins énergétiques, mais incarne également une réponse aux enjeux environnementaux et aux pressions croissantes pour réduire les émissions de carbone. Le rapport souligne que bien que le gaz naturel liquéfié (GNL) dominera le marché des

carburants marins jusqu'à la fin de la décennie, l'horizon 2050 marque une transition inévitable vers des alternatives plus propres et durables. Cette évolution est particulièrement influencée par les réglementations strictes imposées par des organismes internationaux comme l'Organisation maritime internationale (OMI) et par l'Union européenne, qui exigent une réduction drastique des émissions de carbone. Ces normes environnementales, combinées aux avancées technologiques, pousseront l'industrie à adopter des carburants tels que l'hydrogène vert, réduisant ainsi la dépendance aux énergies fossiles. En effet, le pic de la demande pour les carburants marins dérivés du pétrole pourrait être atteint dès 2025, après quoi une diminution progressive est attendue. Cette baisse s'explique par l'amélioration continue de l'efficacité énergétique et par l'adoption accrue de carburants à faible ou zéro carbone. Dans ce contexte, l'hydrogène vert émerge non seulement comme une alternative viable, mais aussi comme une solution indispensable pour répondre aux exigences d'une économie décarbonée.

AVEC LA PARTICIPATION DE 50 ÉTUDIANTS DE 40 UNIVERSITÉS ET INSTITUTS

Huawei Algérie lance la 10ème édition du « Seeds for the Future 2024 »

Huawei Algérie a le plaisir d'annoncer le lancement de la 10ème édition du programme « Seeds for the Future 2024 » visant à développer les jeunes talents, avec la participation exceptionnelle de 50 étudiants de diverses universités et instituts à travers l'Algérie, indique l'opérateur dans un communiqué. Cette édition se déroulera à Alger du 24 au 30 août 2024, avec à la fois des sessions en présentiel et des interactions en ligne avec des experts d'Algérie et de Chine, précise-t-il. Des étudiants de 40 universités et instituts de différentes régions algériennes ont été invités à participer à ce programme, où 20 étudiants seront sélectionnés en fonction de leurs performances à un test de connaissances en TIC pour rejoindre un cours de formation intensif en Chine fin septembre. Ces étudiants représenteront l'Algérie au prochain concours international « TECH4GOOD ».

ACCIDENTS DE LA ROUTE

Quatre décès et 276 blessés en 24 heures

Quatre (4) personnes sont décédées et 276 autres ont été blessées dans des accidents de la route survenus ces dernières 24 heures à travers plusieurs wilayas du pays, selon un bilan rendu public dimanche par la Protection civile. Par ailleurs, les éléments de la Protection civile sont intervenus pour l'extinction de 4 incendies urbains et divers à travers les wilayas d'Alger (1), Constantine (1), M'Sila (1) et Sidi Bel Abbes (1) ayant causé des gênes respiratoires à deux personnes dans les dairas de M'Sila et d'El Khroub. Selon la même source, les éléments de la Protection civile de la wilaya de Tissemsilt sont intervenus suite à l'explosion d'une bouteille de gaz butane à l'intérieur d'une habitation sise à la cité 150 logements, commune Ouled Bessam, daïra de Tissemsilt, ayant causé des brûlures de 2ème degré à une personne ainsi que des blessures à une autre. D'autres part, le dispositif de surveillance des plages durant les dernières 24 heures a procédé à 1179 interventions pour le sauvetage de 862 personnes de noyade certaine, 258 personnes prises en charge sur les lieux et 58 personnes évacuées vers les hôpitaux. La Protection civile a enregistré, durant la même période, le décès d'un jeune homme âgé de 28 ans, noyé à la plage dite "Masalmoune Ouest", autorisée à la baignade, commune Masalmoune, daïra de Gouraya, dans la wilaya de Tipaza.

Dernière composition de DZAIRINDEX

Valeur	Ouv	Clôture	Var %	Cap.flottante
ALLIANCE ASSURANCES	430,00	430,00	0,00	1 241 503 310
BIOPHARM	2300,00	2305,00	0,22	11 766 806 025
EGH EL AURASSI	450,00	450,00	0,00	540 000 000,00
SAIDAL	499,00	499,00	0,00	998 000 000

1ER PRODUCTEUR MONDIAL DE COBALT

Le chinois CMOC Group prévoit une hausse des prix

L'excédent enregistré ces dernières années sur le marché du cobalt a tiré les prix vers le bas. Mais la croissance de l'offre devrait se modérer durant les prochaines années, et engendrer un rebond des prix. Les prix du cobalt devraient enregistrer une hausse à moyen et long terme en raison du ralentissement de la croissance de l'offre mondiale, a estimé la compagnie minière chinoise CMOC Group, 1er producteur mondial de ce métal nécessaire à la transition énergétique, le vendredi 23 août. « Les ressources mondiales de cobalt sont concentrées, et une fois que l'offre existante sera épuisée, on s'attend à ce

qu'il n'y ait plus de nouvelles ressources pendant longtemps » a expliqué le groupe lors de l'annonce de ses résultats financiers pour le 1er semestre 2024. « Le prix à moyen et long terme s'améliorera ainsi de manière saine et efficace », a-t-il ajouté. Les prix du cobalt, un métal notamment utilisé dans la fabrication de batteries électriques, d'aimants de turbines d'éoliennes et de réacteurs nucléaires, ont fortement chuté au cours des dernières années, sous l'effet d'une offre excédentaire. D'après le Cobalt Institute, le marché du cobalt a enregistré un excédent de 12 500 tonnes en

2023, soit près du double de celui enregistré en 2022 (6 300 tonnes). En conséquence, les prix du « métal bleu » se sont effondrés pour atteindre leur niveau le plus bas depuis près de 8 ans en juillet dernier, à moins de 26 000 USD la tonne. CMOC Group a doublé sa production au cours du 1er semestre 2024, à 54 024 tonnes, grâce à la montée en puissance de 2 énormes gisements en République démocratique du Congo où le cobalt est un sous-produit de l'extraction du cuivre. En 2023, le groupe chinois avait ravi le rang de 1er producteur mondial de cobalt au géant suisse des matières premières Glencore.

TÉLÉCOMMUNICATION

Ooredoo célèbre ses 24 ans d'existence dans le marché Algérien

Figure emblématique du paysage télécom algérien, Ooredoo Algérie se réjouit de célébrer deux décennies d'existence, marquant ce 24 août, son vingtième anniversaire de son lancement commercial en 2004. Sous le slogan évocateur de Vingt ans ensemble et l'histoire continue, Ooredoo réaffirme son attachement indéfectible à ses clients et met en lumière un parcours jalonné de réalisations technologiques novatrices.

« En vingt ans, Ooredoo a accompagné la transformation numérique de l'Algérie. Forte par ses réussites, notamment le lancement en avant-première de la 3G en 2013 et de la 4G en 2016, Ooredoo a su fidéliser des millions de clients et se positionner comme un acteur incontournable du marché, grâce à son réseau étendu à l'ensemble du territoire national, et un catalogue de produits, services et offres constamment enrichie et diversifié qui ont transformé la manière dont les Algériens communiquent et

consomment des services numériques», indique l'opérateur dans un communiqué. Au-delà de son rôle d'opérateur de télécommunications, Ooredoo., entreprise citoyenne, s'affirme comme un acteur majeur de la vie sociale et économique algérienne, en témoignent ses nombreuses initiatives. Son engagement humanitaire et ses initiatives sociales, associés à son excellence opérationnelle reconnue, lui ont valu de nombreuses distinctions et une place de choix parmi les meilleurs employeurs en Algérie.

IFA 2024

LG révèle une gamme élargie de lave-linges

LG Electronics (LG) est prêt à dévoiler son dernier lave-linge à l'IFA 2024. Le nouveau modèle dispose de la technologie de pointe AI Direct Drive™ (AI DD™) 2.0 de l'entreprise et des fonctionnalités de cycle Pet Care, offrant une performance de lavage efficace avec une capacité plus grande et plus efficiente. En s'appuyant sur la technologie avancée à faible vibration de l'entreprise, LG présente son premier lave-linge dans la catégorie 25 pouces, offrant la commodité de charges de lavage plus importantes avec une capacité de tambour augmentée jusqu'à 20 kilogrammes. Le nouveau lave-linge conserve des dimensions et des mesures d'installation conventionnelles, le rendant adapté aux cuisines ou buanderies compactes, et l'intégration de la technologie AI de pointe améliore les performances du lave-linge. Au cœur des performances du nouveau lave-linge se trouve l'AI DD 2.0, qui utilise la technologie d'apprentissage profond pour dé-

tecter automatiquement le poids de la charge, la douceur du tissu et le niveau de saleté des vêtements. Le lave-linge utilise ensuite la technologie 6Motion™ pour sélectionner le motif de la-

vage optimal, réduisant les dommages aux tissus de 10 % afin de prolonger la durée de vie des vêtements. De plus, les propriétaires d'animaux peuvent profiter de la fonctionnalité Pet Care cy-

cle, qui propose un lavage à haute température jusqu'à 60 degrés Celsius et quatre cycles de rinçage à l'eau chaude, éliminant efficacement 99 % des odeurs d'animaux.

Mercuriale

وزارة التجارة وترقية الصادرات
MINISTÈRE DU COMMERCE
ET DE LA PROMOTION DES EXPORTATIONS

وزارة الفلاحة والتنمية الريفية
MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE
ET DU DEVELOPEMENT RURAL

عرض أسعار البيع بالتجزئة للمواد الفلاحية واسعة الاستهلاك ليوم 25 أوت 2024
Mercuriale des prix des produits agricoles de large consommation, daté: 25 Août 2024

Prix du détail ¹		أسعار التجزئة			المنتجات
Produits	DA / Kg	متوسط	أعلى	أدنى	
		Moyenne	Maximum	Minimum	
Légumes frais	Pomme de terre	87	106	68	البطاطا
	Tomate	63	74	51	الطماطم
	Oignon sec	42	49	35	البصل الجاف
	Ail sec	363	424	301	الثوم الجاف
	Carotte	75	84	66	الجزر
	Navet	103	115	91	نفت
	Poivron	96	108	84	الفلفل الأخضر
	Piment	114	129	99	الفلفل الحار
	Courgette	98	109	87	الكوسة
	Haricot vert	195	216	174	الفاصولياء الخضراء
	Laitue	108	120	95	الكنس
Fruits frais	Pomme locale	383	489	277	التفاح المحلي
	Datte	571	694	449	التمر
	Melon	102	114	89	البطيخ الأصفر
	Pastèque	80	90	69	البطيخ الأحمر
	Poire	369	429	308	الإجاص
	Raisin	222	286	157	العنب
Produits d'origine animale	Banane	399	414	384	الموز
	Viande bovine locale	1805	1963	1647	لحم البقر المحلي
	Poulet de chair	486	500	472	الدجاج
	Œufs (Unité)	18	19	17	البيض (وحدة)
	Lait de vache (Litre)	95	100	90	حليب البقر (لتر)

**Election
présidentielle****07/09/2024**

Appel à une large mobilisation le jour du scrutin présidentiel

Les candidats à la présidentielle du 7 septembre et leurs représentants ont exhorté samedi, au 10e jour de la campagne électorale, les électeurs à exercer leur droit de vote le jour du scrutin, en soulignant l'importance cruciale de chaque voix dans ce processus démocratique.

Depuis Sétif, le candidat du Front des forces socialistes (FFS), M. Youcef Aouchiche, a indiqué, lors d'un meeting populaire, que "la responsabilité incombe à tous et que chaque Algérien doit s'impliquer dans ce processus de changement pour construire une Algérie forte avec des institutions qui tirent leur légitimité de la souveraineté populaire". En expliquant son programme, le candidat du FFS a considéré que son projet "Vision pour demain" est un "ensemble de réformes politiques et institutionnelles" visant à établir "un système de gouvernance efficace qui redonne espoir aux Algériens de vivre dans la dignité". Dans le même sens, le directeur de campagne de la wilaya de Tizi-Ouzou du candidat du FFS a animé, à Bouzguene, un meeting lors duquel a été expliqué l'enjeu de cette élection pour l'avenir du pays, ainsi que les grands axes du programme de M. Aouchiche, lequel offre "des réponses aux multiples attentes des Algériens et est à même de concrétiser le développement et la prospérité", soulignant également l'intérêt et la place accordée à la jeunesse.

Par ailleurs, M. Brahim Merad, directeur de la campagne électorale du candidat indépen-

dant, M. Abdelmadjid Tebboune, a appelé, lors d'un meeting à Tlemcen, les citoyens à se rendre en masse aux bureaux de vote, le 7 septembre, pour élire le candidat indépendant, M. Abdelmadjid Tebboune, afin de parachever ses efforts dans la construction d'une "Algérie nouvelle". M. Merad, qui a également animé des activités de proximité à Mascara et Sidi Bel-Abbès, a affirmé que M. Abdelmadjid Tebboune œuvrera à "relancer l'économie nationale et poursuivre ses réalisations économiques importantes concrétisées lors de son premier mandat" présidentiel. M. Tebboune œuvrera également, a-t-il ajouté, à "créer de nouvelles wilayas déléguées, au titre d'un nouveau découpage administratif du pays, qui consacrera le principe de rapprochement du citoyen avec l'administration".

A El Bayadh, M. Mustapha Hidaoui, cadre à la direction nationale de la campagne électorale du candidat indépendant M. Abdelmadjid Tebboune, a souligné, dans la wilaya déléguée de Labiodh Sidi Cheikh, que le peuple algérien "a rendez-vous avec l'histoire" pour voter massivement en faveur du candidat indépendant M. Abdelmadjid Tebboune "pour le parachèvement des réalisations lancées

durant son premier mandat". De leur côté, les dirigeants des formations politiques soutenant le candidat indépendant, M. Abdelmadjid Tebboune, ont sillonné plusieurs wilayas où ils ont animé des meetings, mettant, notamment, l'accent sur la nécessité d'aller voter massivement le jour du scrutin afin de, notamment, "parachever le développement et la construction de l'Algérie nouvelle". Il s'agit, depuis Batna du président du parti El-Fadjr El-Djadid, Tahar Benbaïbeche, depuis Khenchela du secrétaire général du parti du Front de libération nationale (FLN), Abdelkrim Benmbarek, de Sétif du Secrétaire général du Rassemblement national démocratique (RND), Mustapha Yahy, de Constantine du président du parti Talaie El Houriyet, Réda Benounane et de Bouira du président du Front El Moustakbal, Fatah Boutbig.

Dans la wilaya de Tlemcen, le candidat du Mouvement de la société pour la paix (MSP), M. Abdelaali Hassani Cherif, a appelé, lors d'un rassemblement populaire, les citoyens à se rendre massivement aux urnes le 7 septembre afin de voter en sa faveur et "lui offrir l'opportunité de concrétiser son programme sur le terrain". Il a affirmé que son programme électoral qui

est "étudié et précis, se focalise sur un ensemble d'objectifs politiques et socio-économiques, parmi lesquels l'ancrage de la démocratie et du pluralisme, la réalisation de projets de développement dans le pays, ainsi que la consécration de la solidarité sociale et la promotion du rôle des jeunes et de la femme". Pour le candidat du MSP, "l'Algérie recèle de grandes potentialités à même de l'ériger en pays leader", exprimant la volonté de procéder à "une réforme économique, sociale et culturelle". M. Abdelaali Hassani Cherif a souligné la nécessité de "réhabiliter le réseau de transport aérien, terrestre et maritime pour faciliter les déplacements des citoyens, d'encourager l'investissement agricole et de promouvoir le tourisme".

Il a également indiqué que les développements régionaux et les enjeux auxquels le pays est confronté "nous interpellent quant à l'importance de cette élection cruciale". Dans le même ordre d'idées, le président du Majliss echoura du MSP, Abderrahmane Ben Farhat, a appelé lors d'un meeting à Biskra à voter en faveur du candidat de son parti afin de concrétiser son programme électoral basé sur "la construction d'une Algérie qui évolue".

IL A ANIMÉ UN MEETING À RELIZANE

Hassani Cherif promet la distribution équitable des logements

Le candidat du Mouvement de la société pour la paix (MSP) pour la présidentielle du 7 septembre, M. Abdelaali Hassani Cherif, a promis, dimanche depuis la wilaya de Relizane, de garantir une distribution équitable de logements et de régulariser la situation des logements individuels. Animant un meeting à la Maison de la culture "M'hamed-Issiakhem", au 11e jour de la campagne électorale, M. Hassani Cherif a précisé que le volet social de son programme "Forsa" (Opportunité) vise à "poursuivre la diversification des formules d'habitat, tant en quantité qu'en qualité en adéquation avec les capacités des citoyens". Il s'agit également, poursuit M. Hassani Cherif, "d'actualiser et d'améliorer les critères de qualité et du bien-être par le développe-

ment des mécanismes d'accompagnement et de promotion du logement rural et la relance du marché locatif" à même d'encourager l'investissement immobilier, en sus de diversifier les sources de financement des logements et de mettre en place des procédures en faveur de la location des logements vacants. Le candidat du MSP a indiqué que l'Algérie "a franchi de grands pas dans le domaine de l'habitat", tout en s'engageant à "lever les différents obstacles bureaucratiques pour garantir une distribution équitable des logements et régulariser la situation des logements individuels pour autant qu'ils n'affectent pas le foncier agricole et industriel". Selon M. Hassani Cherif, son programme repose sur "la réforme, le renouveau et le traitement

des dysfonctionnements enregistrés dans tous les domaines, en vue de répondre aux aspirations des citoyens à un Etat démocratique, pluraliste et social", faisant observer que la wilaya de Relizane avait besoin de "créer des postes d'emplois, de résoudre le problème d'eau potable, de relancer les projets, d'améliorer les services de santé et le réseau routier et de mettre en place un système pour développer les mécanismes de gestion dans le secteur économique public et intégrer les grandes entreprises pour accompagner les petits investisseurs et encourager les partenariats de qualité transférant les technologies". Concernant l'investissement, le candidat a affirmé que son projet s'appuyait sur "l'encouragement de l'investissement en assu-

rant un environnement favorable et attractif, notamment dans le domaine des industries manufacturières, énergétiques et agricoles, tout en élargissant les mécanismes de financement local, à l'instar des subventions et des fonds de développement, ainsi que les pièces de rechange automobiles, voire même une industrie automobile Made in Algeria". M. Hassani Cherif a réaffirmé l'importance de cette

échec électorale "cruciale" qui se déroule dans un contexte international "difficile et complexe", appelant tout un chacun à "se rassembler autour du processus électoral et à voter massivement le 7 septembre, en signe d'unité et de cohésion pour faire échouer les desseins soursins visant notre pays".

IL A ANIMÉ UN MEETING SAMEDI SOIR À TIZI-OUZOU

Aouchiche s'engage à opérer une profonde réforme dans le système de gouvernance

Le candidat du Front des forces socialistes (FFS) à la présidentielle du 7 septembre prochain, Youcef Aouchiche, s'est engagé, samedi soir depuis la wilaya de Tizi Ouzou, à opérer de profondes réformes dans le système de gouvernance. Animant un meeting dans la ville de Boghni, au dixième jour de la campagne électorale, M. Aouchiche a souligné que s'il parvient à gagner la confiance des Algériens, il procédera à une réforme "profonde et radicale" du système de gouvernance, donnera la parole au peuple pour choisir ses représentants dans les assemblées élues et l'associera à toutes les décisions cruciales pour le pays. Ce rendez-vous électoral est une "op-

portunité" pour opérer le changement, a estimé le candidat, appelant les citoyens à ne pas manquer cette occasion pour aller voter et choisir le programme qu'ils jugent le plus approprié. Le candidat a également présenté les principaux axes et solutions contenus dans son programme électoral, s'engageant à établir une structure économique basée sur l'efficacité et la transparence. M. Aouchiche a, en outre, rappelé les solutions visant à protéger le pouvoir d'achat des citoyens et des catégories vulnérables, telles que la proposition d'augmenter le Salaire national minimum garanti (SNMG) à 40.000 DA et la création d'allocations cruciales pour le pays. Ce

Bengrina appelle à un vote massif au profit du candidat Abdelmadjid Tebboune

Le président du Mouvement "El-Bina", Abdelkader Bengrina, a réitéré, dimanche depuis Bouira, son appel à un vote massif au profit du candidat indépendant, M. Abdelmadjid Tebboune, pour "maintenir l'espoir", et lui permettre de poursuivre la dynamique de développement que connaît le pays. Lors d'une rencontre de proximité avec les citoyens de la ville d'El Mokrani (Ouest de Bouira), M. Bengrina a appelé les citoyens présents à aller massivement aux urnes le 7 septembre prochain pour soutenir M. Abdelmadjid Tebboune pour que "l'emblème national soit toujours

hissé", et pour permettre à ce candidat de "parachever les différents projets de développement lancés dans le pays". Dans son discours électoral tenu au 11e jour de la campagne électorale, le président du parti El Bina a appelé également les populations locales d'El Mokrani à l'union et à participer au scrutin afin de permettre au candidat indépendant M. Abdelmadjid Tebboune de "poursuivre ses efforts visant à préserver la stabilité du pays, et à relever d'autres défis socio-économiques et sécuritaires". L'orateur a, au passage, énuméré quelques projets de développement

lancés par le président Tebboune durant son premier mandat, comme le projet de la fibre optique, qui, a-t-il dit, a "atteint les frontières sud du pays, ainsi que les investissements agricoles et industriels en cours, dont l'objectif est de bâtir une économie forte". "Le programme du candidat indépendant, M. Abdelmadjid Tebboune œuvre pour une meilleure sécurité alimentaire et hydrique, ainsi que pour une meilleure sécurité énergétique du pays", a indiqué le président d'El Bina, qui a animé une rencontre de proximité similaire dans la commune voisine de Souk Lakhmis (Ouest de Bouira).

BOUIRA

Arrivée de 40
enfants de la
wilaya d'Adrar
pour des visites
touristiques

Quarante (40) enfants issus de la wilaya d'Adrar sont arrivés samedi au camp des jeunes de Tiledit à Bechloul, Est de Bouira, pour prendre part à une série de visites touristiques initiée par la direction locale du secteur dans le cadre d'un jumelage entre les deux wilayas. Accompagnés de quatre encadreurs, les enfants vont séjourner 10 jours dans le cadre d'un programme d'été 2024 visant à faire connaître à ces enfants les sites et potentialités touristiques de Bouira, dont la station climatique de Tikjda, ainsi que le patrimoine culturel de la région, a expliqué à l'APS la directrice du tourisme et de l'artisanat, Samira Moumen. Dans le cadre de cette activité, les enfants d'Adrar visiteront également le complexe aquatique et de loisir "Ab Park" de la ville de Bouira, avant de se rendre par la suite dans la wilaya de Béjaia, selon le programme de cette manifestation. "L'objectif de cette activité est de permettre à nos enfants de se connaître, et de découvrir les richesses touristiques du pays ainsi que pour consacrer les échanges culturels entre les enfants des différentes wilayas et consolider l'unité entre eux", a souligné Mme Moumen.

AÏN TEMOUCHENT

Plus de 2.600
nouveaux
étudiants orientés
vers l'Université
"Belhadj
Bouchaïb"

Pas moins de 2.683 nouveaux bacheliers, session juin 2024, ont été orientés vers l'Université "Belhadj Bouchaïb" de Aïn Temouchent, a-t-on appris, jeudi, du Recteur de cet établissement d'enseignement supérieur, Professeur Abdelkader Ziadi. Les spécialités des Sciences économiques et de gestion et des sciences commerciales enregistrent, avec un total de 499 nouveaux étudiants, le plus grand nombre d'inscrits, suivies de celles de Droit (454 inscrits) et Sciences et technologie (315), a fait savoir la même source. Il convient de signaler que la nomenclature des spécialités enseignées dans cet établissement universitaire est composée de 18 branches d'enseignement, dont 5 spécialités sanctionnées par un diplôme d'ingénieur, alors que les spécialités restantes relèvent du cycle LMD (licence-master-doctorat).

MOSTAGANEM

Des projets de développement
pour plus de 750 millions DA

Plusieurs projets de développement ont été inaugurés et d'autres ont bénéficié de la pose de la pierre pour leur réalisation, samedi dans plusieurs communes de la wilaya de Mostaganem, pour une valeur de plus de 750 millions DA, a-t-on appris des services de la wilaya.

Le wali de Mostaganem, Ahmed Boudouh, a procédé à la mise en service d'une polyclinique, dans la commune de Fornaka, après une large opération d'aménagement, qui a permis la re-conversion d'un centre sanitaire en polyclinique disposant de différents services médicaux, et ce pour un montant de 6,7 millions DA.

Le wali a instruit de prolonger les heures de travail de cette structure sanitaire et a accordé une aide de 2 millions DA pour l'équipement du laboratoire en matériel médical et inscrire une opération pour la réalisation d'un service d'obstétrique, a-t-on ajouté.

Dans la commune limitrophe de Stidia et dans le cadre du même programme de développement, qui compte l'aménagement de 88 salles de soins pour un investissement global de 182 millions DA, un centre de santé a été mis en service.

Le même responsable a également inspecté la polyclinique "Ammour Adjel". Dans ce contexte, le wali a annoncé l'ouverture d'une permanence dans cette structure sanitaire et la disponibilité d'une nouvelle ambulance, qui s'ajoute à l'appareil de radiologie dont cet établissement a bénéficié, dernièrement, a-t-on expliqué.

Dans la zone d'expansion urbaine de Ma-



zagan, le même responsable a posé la première pierre pour la réalisation d'une polyclinique pour un montant de 285 millions DA, qui sera prête dans 10 mois, ainsi qu'un siège de la sûreté pour un montant de 180 millions DA.

Le wali a donné des instructions pour un exercice permanent au niveau de ces deux projets, afin de les réceptionner dans les brefs délais.

La zone d'extension urbaine ZHUN d'El Hachm (commune de Sayada) a bénéficié

d'un projet de réalisation d'une piscine de proximité (200 millions DA) et une nouvelle salle de soins (2,1 millions DA). Après avoir inspecté les travaux de la piscine, M Boudouh a instruit d'engager une poursuite judiciaire à l'encontre de l'ancienne entreprise pour fraude et de la réalisation d'un stade de proximité proche de cette structure sportive, ainsi que la création d'un parc communal et à accorder une aide pour l'acquisition d'un camion et d'une ambulance.

NAÂMA

Mise en œuvre d'un plan anticipatif de protection
contre les inondations

Un plan anticipatif de protection contre les dangers des inondations a été mis en œuvre, samedi, à travers les différentes communes de la wilaya, a annoncé le wali, Lounes Bouzegza, en marge de la supervision de la mise en exécution de ce plan à partir des communes de Nâama, Mecheria et Asla. L'objectif escompté à travers ce plan, élaboré avec la

coordination des communes, des entreprises et des différents organismes, est d'atténuer les dangers des inondations pouvant être provoquées par les pluies saisonnières et à éradiquer les points noirs à l'origine de l'obstruction de l'écoulement des eaux pluviales et de l'assainissement dans les cours d'eau et certaines zones d'habitation de la wilaya, a précisé le res-

ponsable. Dans cette optique, une vaste campagne ciblant le nettoyage des zones d'habitation de plusieurs villes et villages, ainsi que le curage des réseaux secondaires et des avaloirs des quartiers et cités des grands centres urbains de la wilaya, à l'image de Mecheria et Aïn-Sefra a été lancée, signale-t-on. Par ailleurs, afin d'assurer le succès de cette

opération, d'importants moyens logistiques et humains ont été mobilisés, avec la contribution de l'antenne locale de l'Office national de l'assainissement (ONA) et certains organismes et directions de l'Exécutif local, à l'instar de celles des Travaux publics, des Ressources en eau et de la Protection civile, note-on.

CONSTANTINE

Ouverture de deux centres psychopédagogiques
pour autistes dès la prochaine rentrée sociale

Deux centres psychopédagogiques destinés à la prise en charge des personnes autistes, seront ouverts à Constantine, dès la prochaine rentrée sociale et ce, à l'initiative du bureau local du Croissant rouge algérien (CRA), a-t-on appris samedi de son président, Hadj Amor Benacer. De capacités respectives de 120 et 80 places, ces nouvelles structures, aménagées au niveau des cités Sidi Mebrouk et Nedjma, au chef-lieu de wilaya, seront

inaugurés "le mois de septembre prochain", afin de renforcer les centres spécialisés de prise en charge et de formation des personnes aux besoins spécifiques, a déclaré à l'APS le même responsable. Des équipes pluridisciplinaires composées de formateurs, d'éducateurs, de psychologues et d'orthophonistes seront mobilisées pour assurer l'encadrement de cette catégorie, a-t-il noté. Un centre similaire (108 places) avait ouvert ses portes, durant le mois

de février dernier (2024), au quartier de la casbah, dans la vieille ville de Constantine en vue d'offrir un enseignement adapté aux enfants atteints d'autisme, soulignant que des programmes pédagogiques spéciaux ont été mis en place. La wilaya de Constantine compte actuellement 19 établissements à caractère social destinés à la prise en charge des personnes aux besoins spécifiques dont des autistes.

Les défis des BRICS et la crise des institutions financières internationales

Il est désormais largement admis que les institutions de l'économie mondiale sont, à un degré ou à un autre, en crise. A différents niveaux, qu'il s'agisse du FMI, de la Banque mondiale ou de l'OMC, ces institutions ont des difficultés croissantes à s'adapter à un monde en évolution rapide et à une situation géopolitique instable.

3^e partie

Par Sofiane Baba (*)

Par cette dimension dans leur développement ces pays lancent désormais un défi à la fois implicite et explicite aux institutions économiques mondiales créées par et orientées vers l'Occident. Un tel défi doit cependant être défini. Sera-t-il de nature adaptative ou radicale et comment s'adaptera-t-il à la puissance structurelle croissante des BRICS ?

Pouvoir institutionnel et renforcement institutionnel

Quelle est donc la véritable nature du défi que représentent les BRICS (et maintenant les BRICS+) ? Pour comprendre les dynamiques en jeu, il convient de reprendre ici des éléments théoriques de l'Économie Politique Internationale mais aussi d'autres théories. Les BRICS et BRICS+ sont à la fois un groupement politique et un groupement économique. Le pouvoir économique et politique de ce groupe s'est accru ces dernières années, mais plus précisément depuis 2020 et la crise du COVID-19. Symboliquement, et dans une certaine mesure, ils peuvent être considérés comme représentatifs de ce que l'on appelle le « Sud global ». C'est dans ce contexte que la création de la Nouvelle Banque de Développement doit être appréciée. On aurait pu penser que la NBD serait une sorte d'arrangement interne visant à favoriser les investissements et les échanges au sein du périmètre des BRICS. Mais les membres des BRICS ont décidé d'emblée de faire de la NBD une institution multilatérale capable d'opérer au-delà du périmètre des BRICS. Cette décision a changé la signification de la création du NBD. La NBD a ensuite développé des partenariats avec différents États et institutions financières, mais sur une base très pragmatique, visant à étendre progressivement son rayonnement. Elle a développé un programme spécifique pour la transition écologique et a ensuite concurrencé directement la Banque mondiale. La création de la NBD a donc été la première tentative, et jusqu'à présent la plus importante, de renforcement institutionnel des BRICS. On peut affirmer que le NBD est à la fois un symptôme et une source de pouvoir structurel pour les BRICS. Cela implique d'abord de revoir ce qu'est le « pouvoir structurel » et comment ce concept doit être utilisé. Le pouvoir structurel est généralement considéré comme le pouvoir situé parmi ses dimensions obligatoires, institutionnelles et relationnelles inhé-

rentes à « une structure sociale au-delà de tout exercice conscient ». Ce pouvoir structurel contraste fortement avec le pouvoir relationnel, qui souligne les efforts visant à maximiser les valeurs au sein d'un ensemble donné de structures institutionnelles. Le pouvoir structurel met l'accent sur un méta-pouvoir qui fait référence aux efforts visant à changer les institutions (ou à changer le jeu). Il est clair que les BRICS+ tentent ici de remettre en question, de modifier et peut-être même de changer la gouvernance mondiale. Susan Strange est certainement l'auteur qui a consacré le plus d'efforts à réintroduire la notion de pouvoir dans l'économie internationale et elle a contribué à la création de l'Économie Politique Internationale. Mais si elle a soutenu, à juste titre, que le pouvoir était et reste central dans l'économie politique internationale, elle a également tenté de définir et d'affiner la notion de « pouvoir ». Susan Strange définit, elle, le pouvoir structurel comme le pouvoir de façonner et de déterminer les structures de l'économie politique mondiale au sein de laquelle d'autres États, leurs institutions politiques et juridiques, leurs entreprises économiques interagissent. Cela peut être compris comme le pouvoir de définir les règles du jeu ou les normes explicites ou implicites de comportement. Strange identifie alors quatre structures clés de pouvoir dans l'économie mondiale qui sont (1) la sécurité, (2) la production, (3) la finance et (4) la connaissance. Parmi celles-ci, elle a défini la structure financière comme le noyau de la gouvernance économique mondiale, d'où la pertinence des marchés financiers internationaux (qui peuvent acquérir leur propre dynamique) et d'une banque multilatérale de développement comme la NBD, d'autant plus que cette dernière n'a pas été créée par Puissances occidentales. Ceci est particulièrement important si l'on considère que le « pouvoir structurel » a un lien étroit avec le concept d'« hégémonie ». Elle soutient aussi que la structure financière de l'économie mondiale repose sur deux piliers, les structures de l'économie politique à travers lesquelles le crédit est créé et dans lequel le pouvoir est partagé par les gouvernements et les banques, et un deuxième pilier constitué de systèmes monétaires nationaux créant la superstructure globale. Mais l'analyse de Susan Strange n'est pas sans soulever un certain nombre de questions. La première est qu'une telle approche a un caractère non-intentionnel. Cela signifie que les différentes stratégies des acteurs ou les projets à long terme ne sont pas pris en

compte. La deuxième est qu'elle est trop étroite et exclut la capacité de façonner les institutions commerciales internationales. La troisième se concentre sur une explication théorique insuffisante des mécanismes causaux du pouvoir structurel. Pourtant, la notion de « pouvoir structurel » revêt une importance centrale, d'autant plus si l'on se souvient que Strange l'a défini comme le pouvoir de façonner et de déterminer les structures de l'économie politique mondiale, un pouvoir qui est aujourd'hui plus crucial que jamais. Les problèmes évoqués concernent sans doute plus d'une forme d'incomplétude de la théorie développée par Susan Strange. Ils ne remettent pas en question l'importance centrale du concept de pouvoir structurel. Ce qui est réellement important pour nous, c'est de comprendre comment la création de la NBD par le « pouvoir structurel » des BRICS a affecté la structure financière visible dans le passage du « pouvoir d'influence » au « pouvoir de nuisance ». Nous sommes confrontés depuis 15 ans à une superpuissance en déclin (les États-Unis) qui tente de maintenir une capacité résiduelle d'influence sur les décisions internationales, soit en unissant ses forces avec d'autres pays occidentaux, soit par des actions unilatérales. D'un autre côté, nous avons des puissances contestataires, les pays de BRICS, qui sont progressivement passés d'une forme de compatibilité relative, qui n'est pas une identité, avec l'ancienne vision de superpuissance à une incompatibilité évidente et même à l'expression d'opinions ouvertement contradictoires. C'est ce conflit, ou du moins cet affrontement d'intérêts divergents, qui est important ici. Personne ne contesterait que les États-Unis et, à l'échelle mondiale, ce que l'on appelle « l'Occident collectif » disposaient, et disposent encore, d'un pouvoir structurel fort, bien qu'érodé, qui leur est propre, en particulier en ce qui concerne les structures financières qu'ils étaient habitués à dominer complètement. Il reste à voir si les pays des BRICS ont atteint le point où, eux aussi, disposeront d'un pouvoir structurel important dans ce domaine avec la capacité de contester l'hégémonie occidentale. Le fait que la Russie ait décidé en juin 2024 de choisir le Renminbi convertible pour ancre de son marché des changes, même si cette décision est le résultat des sanctions occidentales, pourrait annoncer de nouveaux changements. La Russie avait déjà décidé de coter officiellement le Renminbi au début de 2015 et d'organiser un marché spécifique de cette monnaie à la bourse de Moscou. La décision de juin d'abandonner les

monnaies occidentales (Dollar et Euro) comme ancre du marché des changes apparaît ainsi à la fois comme une mesure d'opportunité en réaction aux sanctions financières et une mesure s'inscrivant dans une perspective bien plus large. Elle témoigne de l'affaiblissement du pouvoir financier de « l'occident collectif ». Sans contester, la montée en puissance des BRICS dans le domaine du financement du développement a été significative. Comme décrit ci-dessus, la NBD a développé différents types de partenariats, sur différents domaines, et a acquis un niveau de compétence et de crédibilité extrêmement important. Cela implique un degré de confiance jamais connu auparavant par les pays qui tentent de défier le (ou les) pouvoir(s) hégémonique(s) de l'Occident. Cela montre que les nouveaux acteurs ne voient plus la compatibilité des intérêts et des idées avec les anciens dominants. Il s'agit d'un développement nouveau et important. Deux des principaux pays des BRICS, la Chine et l'Inde, semblaient partager des idées et des représentations avec la « puissance occidentale » dans les années 1990 et au début des années 2000. La même chose peut être dite pour la Russie, au moins jusqu'à la crise financière de 2008-2010. Quel que soit le conflit d'intérêts qui avait pu exister dans d'autres domaines (et l'un des plus importants fut la guerre civile en ex-Yougoslavie et la question du Kosovo en 1998-1999), la Russie avait accepté l'hégémonie financière américaine et avait essayé d'en faire le meilleur usage. Mais après la « crise des subprimes », la situation a commencé à rapidement changer. Un auteur s'est intéressé aux conseils prodigués par le FM lors de la crise de 2008-2010 pour expliquer qu'un conflit aurait pu alors éclater et que cela pourrait expliquer le passage de la compatibilité à l'incompatibilité. En réalité, le conflit entre la Russie et le FMI est bien plus ancien que cela et remonte au krach financier russe de 1998. Mais, ce conflit n'a pas empêché la Russie, une fois sa situation stabilisée, de recourir aux marchés financiers mondiaux et, d'une manière générale, de jouer le jeu de la mondialisation financière du moins jusqu'en 2010/2012. C'est donc bien de la « crise des subprimes » que date une prise de conscience de l'incompatibilité des intérêts de la Russie avec l'hégémonie exercée par les États-Unis dans les domaines financiers et commerciaux. Il faut ici reprendre les raisons possibles pour une politique de « rupture », nous l'appelleront plus bas de « sortie », de la part des pays des BRICS.

(A suivre)

L'AÉROPORT INTERNATIONAL DE HAMAD (QATAR)
Un nouveau record de fréquentation est atteint en juillet dernier

L'Aéroport international Hamad (HIA) est resté en forte croissance au cours du premier semestre 2024, établissant un nouveau record de 4,73 millions de passagers en juillet 2024, soit une augmentation de 10,2 % par rapport au même mois en 2023. Cette hausse a fait de ce mois le plus chargé de l'histoire opérationnelle de l'aéroport, consolidant encore davantage sa position en tant que carrefour aéronautique mondial de premier plan. Cette croissance du nombre total de passagers est due à un certain nombre de facteurs clés, dont notamment : Une augmentation du nombre de vols par les compagnies aériennes partenaires de l'aéroport pour répondre à la demande croissante de voyages pendant la saison des vacances d'été, une expansion du réseau de liaisons de Qatar Airways et une mise en place de vols spéciaux pour la saison des vacances d'été. L'aéroport a ainsi enregistré une augmentation du trafic total de 3,9 % en juillet par rapport au mois précédent. Le coefficient d'occupation, qui mesure le taux de remplissage des avions, était de 82,8 pour cent, ce qui indique un taux d'occupation élevé pour les vols opérant à partir de l'HIA. Ce taux d'occupation élevé reflète l'utilisation efficace de la capacité en sièges des avions ainsi que la forte demande de voyages via l'aéroport international Hamad de Qatar. Le précédent record du nombre total de passagers avait été établi en janvier, lorsque l'aéroport avait accueilli près de 4,5 millions de passagers.

ARABIE SAOUDITE

Les exportations non pétrolières augmentent de 7,3 % en juin

Les exportations non pétrolières de l'Arabie saoudite ont augmenté de 7,3 pour cent en juin, atteignant 21,59 milliards de SR (5,75 milliards de dollars) par rapport au même mois de l'année dernière, selon des données officielles.

Selon les données de l'Autorité générale des statistiques, les produits chimiques et produits connexes ont mené les exportations non pétrolières, représentant 27,7 pour cent du total des expéditions sortantes, soit une augmentation de 3,8 pour cent par rapport à juin 2023. Les produits en plastique ont suivi, représentant 25,7 pour cent des exportations non pétrolières, en hausse de 2,8 pour cent par rapport à l'année précédente. L'accent mis par l'Arabie saoudite sur l'augmentation des exportations non pétrolières est un élément clé de sa stratégie Vision 2030 visant à diversifier l'économie. En développant des secteurs tels que la chimie et l'industrie manufacturière, le Royaume vise à réduire sa dépendance au pétrole, à stimuler la croissance industrielle et à construire une économie plus résiliente. Le rapport souligne que le Royaume a exporté pour 4,46 milliards de SR de produits non pétroliers vers les EAU en juin, suivi

par la Chine avec 2,66 milliards de SR et l'Inde avec 1,74 milliard de SR. Bahreïn a importé pour 983 millions de SR de produits non pétroliers, tandis que la Turquie et Singapour ont reçu respectivement 851,2 millions et 692,9 millions de SR de produits. Cependant, par rapport au mois de mai, les exportations non pétrolières ont diminué de 26,4 pour cent. Le rapport de GASTAT a également souligné que les exportations globales de marchandises du Royaume ont chuté de 5,8 pour cent en juin pour atteindre SR87,90 milliards. Cette baisse a été attribuée à une chute de 9,3 pour cent des exportations de pétrole, suite à la décision de l'Arabie Saoudite de réduire sa production de brut dans le cadre de l'accord de l'OPEP+. Pour stabiliser le marché, l'Arabie saoudite a réduit sa production de pétrole de 500 000 barils par jour en avril 2023, une réduction désormais prolongée jusqu'en décembre 2024.

En ce qui concerne les importations, GASTAT a noté une baisse de 5,1 pour cent en juin, la valeur totale tombant à SR57,71 milliards. La Chine est restée le premier partenaire commercial de l'Arabie saoudite pour les importations, avec des expéditions d'une valeur de SR12,08 milliards, suivie par les États-Unis, les Émirats arabes unis et l'Inde, avec respectivement SR5,21 milliards, SR3,79 milliards et SR2,78 milliards. Le port maritime Roi Abdelaziz de Dammam a été le principal point d'entrée des marchandises, avec des importations d'une valeur de 15,69 milliards de francs suisses, soit 27,2 pour cent du total. La croissance des exportations non pétrolières reflète les progrès réalisés par le Royaume dans la réduction de sa dépendance au pétrole et dans l'expansion de sa base industrielle. Ce changement stratégique est essentiel pour assurer la stabilité économique à long terme et renforcer la compétitivité mondiale.

Levée prochaine du gel des avoirs à l'étranger du fonds souverain libyen

Le fonds souverain libyen, qui a vu ses actifs à l'étranger gelés en 2011 dans le cadre des sanctions contre l'ex-dirigeant Mouammar Kadhafi, a soumis en mars dernier un plan d'investissement à l'ONU. La Libyan Investment Authority (LIA) s'attend à ce que le Conseil de sécurité de l'ONU lève le gel de ses avoirs à l'étranger d'ici fin 2024, a rapporté le site d'information The Libya Observer le 8 août, citant un dirigeant de ce

fonds souverain qui n'a pas été en mesure de procéder à de nouveaux investissements et de gérer son vaste portefeuille d'obligations et d'actions depuis plus d'une décennie. « La LIA est confiante dans le fait que le Conseil de sécurité approuvera d'ici novembre ou décembre 2024 le plan d'investissement qui lui a été soumis en mars dernier », a déclaré le président du fonds, Ali Mahmoud (photo). « Nous pensons que notre plan d'investisse-

ment sera accepté », a-t-il ajouté. Le Conseil de sécurité de l'ONU avait décidé de geler les avoirs de la LIA en 2011, dans le cadre des sanctions contre le régime de l'ex-dirigeant libyen Mouammar Kadhafi. Juste avant le gel de ses avoirs, le fonds souverain disposait au total de 67 milliards de dollars d'actifs. Le véhicule d'investissement, qui avait été lancé en 2006 pour fructifier les recettes pétrolières du pays, détenait alors des

biens immobiliers, des dépôts, des obligations ainsi que des participations dans plus de 300 sociétés à travers le monde, dont Siemens, UniCredit, Royal Dutch Shell, ENI et Vodafone. Selon le dernier rapport annuel du Bureau d'audit libyen (LAB) publié en octobre 2023, les actifs du fonds souverain libyen gelés à l'étranger ont baissé de 800 millions de dollars en 2022, à 38,88 milliards de dollars.

L'APICULTURE EN TUNISIE

Un fort potentiel encore sous-exploité

L'apiculture en Tunisie est une activité ancestrale qui connaît aujourd'hui un regain d'intérêt, notamment auprès des jeunes. Avec une flore mellifère variée et un climat propice, le pays dispose d'un potentiel apicole important, mais le secteur reste encore peu structuré. La cueillette des rayons de miel est pratiquée en Tunisie depuis la nuit des temps. Dès l'Antiquité, l'Afrique du Nord était connue comme la « cuve à miel » de l'Empire romain, grâce à la douceur de son climat et à la richesse de sa flore. Les techniques apicoles traditionnelles, utilisant des ruches en écorce de liège, en roseau ou en tronc de palmier, se

sont transmises de génération en génération. Cependant, ces méthodes restaient rudimentaires, basées principalement sur la cueillette du miel et des essaims naturels.

La modernisation du secteur

C'est dans les années 1970 que les premières actions de développement de l'apiculture moderne ont été entreprises en Tunisie, avec l'assistance de l'Office de l'Élevage et des Pâturages (OEP). La conversion des ruches traditionnelles en ruches à cadres a permis une gestion plus rationnelle des colonies d'abeilles. Depuis, le secteur a continué à se structurer, avec

la création d'associations d'apiculteurs, de laboratoires de contrôle de la qualité du miel et d'ateliers de production de ruches. La Tunisie a également adhéré à Apimondia, la fédération internationale d'apiculture.

Un potentiel encore sous-exploité

En 2023, le secteur de l'apiculture en Tunisie comptait 13 mille apiculteurs et 305 mille ruches (302 mille moderne et 3 traditionnelles). Depuis des années, la production moyenne de miel a régressé remarquablement pour se situer actuellement à 8 kg par ruche actuellement.

Les principaux défis à relever sont la professionnalisation des apiculteurs, l'amélioration des pratiques apicoles, le développement de la production de miel biologique et la valorisation des autres produits de la ruche (propolis, gelée royale, venin d'abeille).

Une opportunité pour les jeunes

Face à un taux de chômage élevé chez les jeunes, l'apiculture séduit de plus en plus comme une alternative professionnelle. Avec un faible coût d'investissement et une rentabilité intéressante, elle permet un retour vers une agriculture raisonnée et durable.

Des initiatives comme la création de ruches intelligentes et connectées, ou le développement de l'apiculture urbaine, montrent l'engouement des jeunes pour ce secteur. L'apiculture contribue également à la préservation de l'environnement, en luttant contre la perte de terres, la désertification et la déforestation. L'apiculture en Tunisie dispose d'un fort potentiel de développement, porté par une tradition ancestrale et un intérêt grandissant des jeunes. Avec les bons investissements et un soutien institutionnel adapté, ce secteur peut devenir un levier important pour l'emploi et le développement durable dans le pays.

ECOBANK

Un nouveau risque signalé dans le cadre de la filiale nigériane

Ecobank Nigéria fait face à des difficultés financières en raison de la non-conformité de son ratio de fonds propres. La banque cherche à gagner de temps pour mobiliser 200 millions \$ et renforcer son capital de base.

Un nouveau risque émerge au Nigéria pour Ecobank Transnational Incorporated, le groupe bancaire panafricain, selon une analyse récente de Moody's. Ecobank Nigéria a demandé aux créanciers d'une de ses obligations de 300 millions \$ arrivant à maturité en 2026 de lui accorder un délai de six mois pour ramener son ratio de fonds propres à plus de 10 %, le seuil minimal contractuel qu'il s'est engagé à maintenir comme un gage de sa crédibilité. La banque a besoin de ce temps pour mobiliser 200 millions \$ et renforcer son capital de base. Dans certains accords de prêt sur les marchés internationaux, l'emprunteur, en particulier dans le secteur financier, doit maintenir un certain niveau de fonds propres pour garantir sa capacité à rembourser sa dette. Ecobank Nigéria a, selon Moody's, fait savoir qu'il n'est plus en conformité avec cette exigence contractuelle depuis la fin du mois de juin 2024, et sollicite un moratoire de ses créanciers pour éviter une hausse des taux d'intérêt ou une demande de remboursement anticipé. Cette situation contraint la holding bancaire basée à Lomé à surveiller de près l'évolution des événements, avec la possibilité d'intervenir si la filiale ne parvient pas à lever les fonds nécessaires ou si les créanciers décident d'appliquer les clauses du contrat. « Une extension de liquidité ou une injection de capital par ETI dans Ecobank Nigeria représenterait un besoin de liquidité important pour ETI dans un contexte mondial de financement relativement tendu », a déclaré Moody's. Le groupe continue de faire face à des défis malgré la solide performance de ses franchises, notamment en Afrique de l'Ouest et en Afrique centrale et australe. Il doit également rembourser des emprunts arrivant à maturité en 2025 et 2026. En avril 2024, il a remboursé un Eurobond de 500 millions \$, grâce à des prêts à long terme obtenus auprès d'institutions de financement du développement et à une partie d'un crédit relais de 250 millions \$ contracté en mars, remboursable sur 12 mois. À court terme, Ecobank doit s'assurer de parvenir à un accord avec les créanciers de sa filiale nigériane et de trouver des investisseurs prêts à apporter les fonds nécessaires dans les six mois, de préférence via une émission d'obligations convertibles ou une augmentation de capital.

Cette opération s'annonce difficile. La violation du ratio de fonds propres risque de décourager d'autres créanciers, et l'ouverture du capital pourrait être difficile à négocier. Au premier semestre 2024, Ecobank Nigéria représentait 13,3 % de l'actif global du groupe, estimé à 26 milliards \$. Cependant, trois indicateurs clés nécessitent des améliorations. Son coefficient d'exploitation (ratio des charges sur les revenus) s'est détérioré à 77,7 % contre 73,3 % à la même période en 2023, et son rendement des fonds propres est inférieur à 4 % dans un pays où l'inflation atteint 34 % et où le taux de change est instable. Le Nigéria a depuis longtemps cessé d'être une place forte dans la répartition des secteurs géographiques d'Ecobank, même si sa filiale demeure la plus importante en termes d'actifs dans l'économie la plus peuplée d'Afrique, avec un fort potentiel pour le secteur bancaire. Sur le premier semestre 2024, le Ghana avec ses 143 millions \$ de produit net bancaire et 63,8 millions \$ de bénéfices avant impôts et amortissements, semble désormais donner le rythme au sein du groupe

Le Nigéria a depuis longtemps cessé d'être une place forte dans la répartition des secteurs géographiques d'Ecobank, même si sa filiale demeure la plus importante en termes d'actifs dans l'économie la plus peuplée d'Afrique, avec un fort potentiel pour le secteur bancaire. Sur le premier semestre 2024, le Ghana avec ses 143 millions \$ de produit net bancaire et 63,8 millions \$ de bénéfices avant impôts et amortissements, semble désormais donner le rythme au sein du groupe

Le Sénégal réexamine ses contrats en cours dans des secteurs stratégiques

L'Agence sénégalaise de Presse (APS) indique que plusieurs multinationales d'envergure présentes dans divers secteurs dans le pays ont signé des accords avec l'État, dont certains datent de plusieurs années. Le Sénégal veut réexaminer ses contrats avec divers partenaires dans des secteurs stratégiques. Ousmane Sonko (photo), le Premier ministre, a mis à cet effet sur pied une commission dont l'objectif sera de « défendre les intérêts du pays ». « La création de cette commission découle de la volonté [...] du président de la République de respecter l'engagement qui a été le nôtre pendant longtemps en tant que parti d'opposition. [...] Nous avons regretté et vigoureusement dénoncé la manière dont les accords et les conventions ont été signés, le plus souvent au détriment des intérêts stratégiques du Sénégal » selon ses propos relayés l'Agence de presse sénégalaise. Selon Sonko, les accords à réexaminer concernent essentiellement les secteurs des mines, de la fiscalité et du pétrole. « Le 1er exercice consistera à passer en revue ces conventions à l'aune de leurs bases juridiques et à vérifier leur conformité avec les textes juridiques ». Il précise que « contrairement à ce que certains ont dit, notre logique n'a jamais été de venir tout raser, tout remettre à plat et nationaliser. La logique est de travailler de manière scientifique, rigoureuse et méthodique sur tous les aspects de ces conventions, le premier étant l'aspect juridique ».

NSIA BANQUE CI

Réduction profitable des risques au 1^{er} semestre 2024

La réduction des risques a contribué à l'amélioration de la marge nette, renforçant ainsi sa rentabilité globale. La banque peut ainsi poursuivre sa dynamique de croissance. NSIA Banque Côte d'Ivoire a démontré une performance notable au cours du premier semestre 2024, consolidant sa position sur le marché financier ivoirien. L'un des faits marquants de cette période est la réduction significative des engagements non performants. Au 30 juin 2024, ces engagements se sont

établis à 5,5 milliards FCFA, contre 9 milliards FCFA en décembre 2023, représentant une diminution de 39%. Cette baisse traduit une gestion proactive des risques et un recouvrement efficace des créances, permettant à la banque d'améliorer la qualité de ses actifs et de renforcer sa stabilité financière. Cette réduction des créances douteuses a directement influencé la rentabilité de la banque, avec un coût net du risque en baisse de 27% par rapport à l'année précédente. Le résultat net a ainsi atteint

14,5 milliards FCFA, enregistrant une croissance de 27,4% par rapport à la même période en 2023. Une performance réalisée grâce à un Produit Net Bancaire (PNB) qui a progressé de 10,3% pour s'établir à 45,7 milliards FCFA, soutenu par une forte augmentation des commissions de 46,7%, qui a compensé la légère baisse de la marge d'intérêt. En parallèle, NSIA Banque CI a su attirer davantage de dépôts clientèle, enregistrant une hausse de 7% pour atteindre 1511,4 milliards FCFA. Cette aug-

mentation des dépôts, combinée à une hausse de 6% des créances sur la clientèle, a contribué à la croissance de 6% du total du bilan, qui s'élève désormais à 2159 milliards FCFA, soit le double de ce qu'il était à la même période en 2018. Ces chiffres témoignent de la confiance renouvelée des clients et de la capacité de la banque à mobiliser efficacement ses ressources. En cette année 2024, le premier semestre marque un jalon décisif pour NSIA Banque CI, qui a su combiner une gestion rigoureuse

des risques avec une stratégie de croissance équilibrée. La réduction des engagements non performants, associée à une augmentation des dépôts et à une amélioration du résultat net, positionne la banque pour une poursuite de sa dynamique de croissance au cours des prochains mois. NSIA Banque CI montre ainsi qu'une gestion proactive et une stratégie orientée client sont des leviers essentiels pour assurer une croissance durable et renforcer sa position sur le marché ivoirien.

GABON

L'Etat prévoit d'investir 21,6 milliards FCFA d'ici 2026 dans son secteur touristique

Malgré un énorme potentiel, le Gabon ne profite pas encore pleinement des retombées financières de l'industrie touristique mondiale. Le développement de ce secteur y reste embryonnaire, et son apport pour l'économie nationale est encore marginal, représentant 4% environ du PIB. Le Gabon a prévu de consacrer 21,6 milliards FCFA d'ici 2026 au développement de son secteur touristique, selon le Plan national de développement pour la transition (PNDT). Ce budget vise à faire du tourisme un vecteur de lutte contre la pauvreté et de dévelop-

pement économique des régions rurales du pays. Priorité sera faite au tourisme durable, avec pour objectif de développer une offre touristique nationale concrète et d'attirer plus de 600 000 arrivées chaque année d'ici 2029. 8 projets devraient ainsi être financés informe Le Nouveau Gabon, notamment le développement des infrastructures et la mise aux normes des équipements touristiques, la valorisation du tourisme religieux, la valorisation de l'île Almamy Samory Touré, la construction de l'hôtel Cap Océan, la création d'un parc animalier, ainsi que la mise en place d'un projet

d'identification des zones d'intérêt touristique (ZIT). Parmi les actions prioritaires pour la période 2024-2026 figurent également l'élaboration d'un code du tourisme, la facilitation des régimes fiscalo-douaniers et l'accès au foncier pour les investisseurs touristiques, la réorganisation de l'administration du tourisme sur le plan territorial, la restructuration de l'offre touristique, l'exemption de visa pour des marchés cibles, la promotion et le marketing de la destination Gabon, ainsi que la création d'un fonds de financement touristique. Les autorités gabonaises espèrent ainsi

développer le secteur touristique pour améliorer sa contribution à l'économie nationale. Le pays est doté d'un important potentiel avec 80% de forêt tropicale humide parmi les mieux préservées au monde, abritant une riche biodiversité. Il compte une faune et une flore uniques, avec la plus grande concentration d'éléphants de forêt d'Afrique, de nombreuses espèces d'oiseaux, de reptiles et de mammifères. Ce patrimoine naturel est particulièrement mis en valeur dans les 13 parcs nationaux créés en 2002 dans le cadre d'une politique volontariste de préservation de la biodiversité.

LA FED ACTE LE VIRAGE VERS LA BAISSSE DES TAUX

Le CAC 40 termine en hausse

Le CAC 40 a pris 0,70% ce vendredi et 1,71% sur l'ensemble de la semaine. Le président de la Fed, Jerome Powell, a déclaré à Jackson Hole que le temps était venu d'ajuster la politique monétaire, c'est-à-dire de baisser les taux directeurs.

Les investisseurs attendaient de pied ferme le discours de Jerome Powell à Jackson Hole, ce vendredi. Le président de la Réserve fédérale américaine (Fed) n'a pas déçu et les marchés ont apprécié. Le CAC 40 a terminé en hausse de 0,70% à 7.577,04 points. En rythme hebdomadaire, l'indice parisien a gagné 1,71%, poursuivant sa remontada boursière enclenchée la semaine dernière. Lors de son intervention à Jackson Hole, Jerome Powell, a très clairement adopté un ton accommodant. Le banquier central a expliqué que le "moment" était venu pour la politique monétaire "de s'ajuster" (comprendre: baisser les taux). "Nous ferons tout ce qui est en notre pouvoir pour soutenir un marché du travail fort alors que nous continuons à progresser vers la stabilité des prix", a-t-il également déclaré. "La principale raison de cette clarté accrue (du discours, NDLR) est la situa-

tion actuelle du marché de l'emploi américain, que le président Powell a décrite comme un 'refroidissement inévitable", note Florent Ielpo, de Lombard IM.

Les taux obligataires et le dollar chute

"Le ton 'dovish' (accommodant, NDLR) du président de la Fed Jerome Powell à Jackson Hole aujourd'hui et sa promesse de faire 'tout ce que nous pouvons pour soutenir un marché du travail fort' impliquent qu'une réduction de 50 points de base (0,5 point de pourcentage, NDLR) pourrait être sur la table lors de la réunion de septembre", souligne pour sa part Capital Economics.

"Le discours de Jerome Powell à la conférence de Jackson Hole ne fait pas que confirmer que la première baisse de taux de la Fed aura lieu en septembre, il annonce aussi un important changement de cap pour la Fed en marquant le

passage de la focalisation sur l'inflation à la focalisation sur le marché du travail", décortique de son côté Bastien Drut, responsable de la stratégie et des études économiques de CPR AM. A la suite de la déclaration du président de la Fed, les taux obligataires américains ont baissé. Le rendement de l'obligation américaine à 10 ans s'inscrit à 3,806% contre 3,854% avant son intervention. Le dollar, lui, est en chute libre. L'euro bondit de 0,7% face au billet vert à 1,1195 dollar, revenant à des niveaux

qu'il n'a pas connus depuis plus d'un an. Du côté des valeurs, 36 actions du CAC 40 sur 40 ont fini dans le vert, la plus forte hausse étant signée par Accor (+2,9%). Le pétrole, lui, progresse nettement à la suite de la prise de parole de Jerome Powell. Le contrat d'octobre sur le Brent de mer du Nord prend 1,9% à 78,70 dollars le baril tandis que celui de même échéance sur le WTI coté à New York avance de 2,2% à 74,60 dollars le baril. L'or de son côté gagne 1,4% à 2.552,25 dollars l'once.

Le gendarme de la Bourse italienne approuve l'achat d'Unieuro par Fnac Darty

La Consob, le gendarme de la Bourse italienne, a approuvé le projet d'achat du leader de la distribution de produits électroniques et électroménagers en Italie Unieuro par Fnac Darty, selon un communiqué vendredi du groupe français. Fnac Darty avait annoncé le 16 juillet vouloir racheter Unieuro, coté à la Bourse de Milan. L'entreprise italienne emploie 5.000 salariés dans un peu plus de 500 magasins réalisant 2,6 milliards d'euros de chiffre d'affaires annuel.

Unieuro est actuellement valorisé à 239 millions d'euros à la Bourse de Milan. Le communiqué fait état de "l'approbation par la Consob du document d'offre" et précise que la période d'offre est ouverte du 2 septembre au 25 octobre 2024. Le groupe Fnac Darty, présent en Espagne, au Portugal, en Belgique, en Suisse, au Luxembourg, en Tunisie, au Qatar, en Côte d'Ivoire, au Cameroun, au Congo, au Sénégal et en Arabie Saoudite, emploie 25.000 salariés dans un gros millier de magasins.

COTATION COMMERCIALE D'OUVERTURE DU DINAR ALGERIEN

Cours du : 22 Août 2024 Valeur : 26 Août 2024				
BASE	DEVISES		COURS ACHAT	COURS VENTE
1	USD	US DOLLAR 	133.8353	133.8503
1	EUR	EURO 	148.6776	148.7478
1	GBP	POUND STERLING 	175.2230	175.3574
100	JPY	JAPANESE YEN 	92.1350	92.1517
1	CNY	CHINESE YUAN 	18.7589	18.7631
1	CHF	SWISS FRANC 	157.4163	157.4524
1	CAD	CANADIAN DOLLAR 	98.5750	98.5933
1	DKK	DANISH KRONE 	19.9715	19.9747
1	SEK	SWEDISH KRONA 	13.0934	13.0974
1	NOK	NORWEGIAN KRONE 	12.7178	12.7227
1	AED	UAE DIRHAM 	36.4336	36.4486
1	SAR	SAUDI RIYAL 	35.6666	35.6744
1	KWD	KUWAITI DINAR 	438.2295	438.4222
1	TND	TUNISIAN DINAR 	43.6513	44.0900
1	MAD	MOROCCAN DIRHAM 	13.7462	13.7477
1	LYD	LIBYAN DINAR 	27.3412	27.4813
1	MRU	MAURITANIAN OUGUIYA 	3.3704	3.3809
1	SDR	SPEC. DRA. RIGHTS	180.0955	180.0955

EN UN PEU PLUS DE DEUX SEMAINES

L'action Nvidia a repris environ 25%

Le spécialiste des processeurs graphiques avait été la première victime de la chute des marchés au début du mois d'août, avant de bénéficier pleinement du retour de l'appétit pour le risque. La société publiera la semaine prochaine ses résultats trimestriels. L'été boursier de Nvidia ressemble, pour le moment, à une courbe en "V". Le spécialiste des processeurs graphiques et valeur chérie de Wall Street depuis bientôt deux ans, a souffert fin juillet-début août. Au point de perdre 27% par rapport à son plus haut en clôture de juin dernier (135,58 dollars), l'action tombant sous les 99 dollars le 7 août. La donne s'est toutefois inversée assez rapidement et le titre a refait une grande partie de ses pertes. Evoluant autour de 125,3 dollars dans les

échanges de préouverture ce vendredi, l'action Nvidia a regagné 27% depuis le 7 août. Nvidia constitue, en quelque sorte, la parfaite illustration du comportement du marché américain des dernières semaines.

Des craintes exagérées

Fin juillet – début août, des statistiques macroéconomiques décevantes, notamment le rapport sur l'emploi américain du mois de juillet, ont provoqué un vent de panique sur les marchés actions. Ce qui a a fortiori pénalisé les grandes valeurs de la tech à New York, des titres de croissance. Le Nasdaq a ainsi perdu 8% entre le 1er et le 8 août. Le mouvement a plus particulièrement affecté Nvidia, dont les résultats financiers et l'action ont été catapultés depuis fin 2022 par le

bond de la demande pour ses processeurs graphiques, indispensables pour développer l'intelligence artificielle (IA) générative. Nvidia a vu son cours multiplié par douze depuis fin 2022, ce qui alimente régulièrement les craintes de bulles spéculatives sur ce dernier. Ces doutes ont pu refaire surface au début du mois d'août quand le marché a subi sa violente correction. "La crainte d'une bulle sur l'IA – pour ainsi dire sur Nvidia – est l'un des facteurs, avec la peur d'une récession américaine et la liquidation des positions vendeuses sur le yen, qui a entraîné la correction boursière du début du mois d'août", a rappelé Christopher Dembik, conseiller en investissement chez Pictet AM, dans une récente note. Des peurs qui, de l'avis de la plupart des analystes, n'étaient (et ne sont toujours)

pas justifiées. "Si l'on regarde uniquement les chiffres de Nvidia et les perspectives de ses clients, on voit mal en quoi l'IA serait une bulle", souligne Christopher Dembik.

Une publication à venir la semaine prochaine

"Le marché de l'IA est confronté à une demande exponentielle avec des modèles de plus en plus demandeurs de ressources" et "les clients de Nvidia ont beaucoup de cash et ils sont prêts à investir massivement pour ne pas être dépassés par la concurrence", argumente-t-il. Par ailleurs, 93% des quelque 60 analystes couvrant la valeur et recensés par investing.com recommandent de l'acheter. Si bien que Nvidia a bénéficié à plein tube du retour de l'appétit pour le risque sur le mar-

ché, ces deux dernières semaines. A la suite de plusieurs indicateurs économiques américains cette fois rassurants, le Nasdaq a progressé sur huit séances consécutives, prenant 10%. Nvidia s'apprête, par ailleurs, à dévoiler des résultats très attendus, mercredi prochain, pour son deuxième trimestre. Selon Wedbush, cité par Cerclefinance, les analystes attendent des revenus de 28,6 milliards de dollars et un bénéfice par action de 67 cents. Une publication qui ne dépasse pas les attentes "pourrait s'avérer décevante, ce qui aurait des implications plus larges pour l'ensemble du marché", prévient la banque Barclays. Depuis le premier trimestre 2023, les commandes et les résultats de la société ont à chaque fois atomisé les prévisions, rappelle-t-elle.

NOUVELLES SANCTIONS AMÉRICAINES CONTRE LA RUSSIE

La Chine « fortement mécontente »

Davantage que le coup porté à la Russie, Pékin s'inquiète de l'impact des nouvelles sanctions américaines pour les entreprises chinoises qui commercent avec Moscou. Et le gouvernement chinois entend bien défendre ses intérêts économiques avant tout.

La guerre en Ukraine ne facilite pas les relations entre Pékin et Washington. Prudente dans son soutien à la Russie, avec la volonté de conserver un certain équilibre, la Chine n'a pas hésité à se déclarer « fortement mécontente » et « fermement opposée » aux nouvelles sanctions économiques américaines à l'encontre de la Russie. Et pour cause, ces sanctions touchent notamment des entreprises chinoises en raison de leurs liens avec Moscou. Le ministère chinois du Commerce a ainsi déploré des « sanctions unilatérales » qui « perturbent l'ordre et les règles du commerce international, entravent les échanges économiques et commerciaux internationaux et menacent la sécurité et la stabilité des chaînes industrielles et d'approvisionnement mondiales. » Pékin « exhorte les États-Unis à cesser immédiatement leurs mauvaises pratiques et prendra les mesures nécessaires pour sauvegarder les droits et les intérêts légitimes des entreprises chinoises », a déclaré un porte-parole du ministère.

Des entreprises chinoises visées

Une quinzaine d'entreprises chinoises, accusées de continuer à fournir des composants à l'industrie russe, sont ainsi visées par la nouvelle série de sanctions annoncées vendredi par Washington. Celles-ci concernent 400 entités et individus, en Russie, en Biélorussie, en Chine et dans d'autres pays, parmi lesquels une soixantaine d'entreprises technologiques de la défense, dont « les produits et services permettant à la Russie de soutenir son effort de guerre » en Ukraine.

« Les décisions d'aujourd'hui visent à cibler ceux impliqués dans le contournement des sanctions, notamment en Chine, ainsi que ceux qui soutiennent la production et les exportations à venir d'énergie depuis la Russie », a déclaré le secrétaire d'État américain Antony Blinken. Ces sanctions entraînent le gel des avoirs détenus directement ou indirectement par les personnes et entreprises visées aux États-Unis ainsi que l'interdiction pour toute personne ou entreprise américaine de commercer avec les cibles de ces sanctions, au risque d'être à leur tour sanctionnées. Elles ferment également les portes des États-Unis à l'ensemble des personnes visées.

Des tensions récurrentes

Ce n'est pas la première fois que Pékin monte au créneau pour défendre ses intérêts économiques face aux sanctions américaines depuis le début de la guerre en Ukraine. Depuis février 2022, la Chine et la Russie ont en effet renforcé leurs liens diplomatiques et surtout économiques. Pourtant, Pékin s'est toujours montré réservé dans son soutien à Moscou, souhaitant en parallèle approfondir les liens avec l'Europe, mais aussi de ne pas envenimer davantage le climat de tension avec les États-Unis. Dans un document publié en février 2023 pour expliquer sa position sur le conflit, la Chine appelle au respect de l'intégrité territoriale de tous les pays (sous-entendu l'Ukraine comprise), mais exhorte aussi à prendre en considération les préoccupations de sécurité de la Russie. Et elle n'a jamais condamné l'invasion russe.

Dans ce jeu d'équilibriste, Pékin voit avant tout ses propres intérêts. Lors de sa visite en France, début mai, le président chinois Xi Jinping s'était engagé à « s'abstenir de vendre toute arme » et à apporter « toute aide à Moscou ». Ce qui ne l'empêche pas, selon l'Otan, de fournir des équipements à double usage, civil et militaire, à la Russie, comme des micro-processeurs. « La Chine aide de façon décisive la Russie dans sa guerre illégale d'agression contre l'Ukraine », dénonçait ainsi en juillet le secrétaire général de l'Otan Jens Stoltenberg, lors d'une conférence de presse. Sans compter que les tensions entre la Chine et les États-Unis dépassent largement le cadre de la guerre en Ukraine. Les deux superpuissances s'affrontent ainsi régulièrement sur le terrain diplomatique autour du soutien de Pékin à la Russie ou à la Corée du Nord, du soutien de Washington à Taïwan ou encore de la volonté des deux pays d'asseoir leur influence dans le Pacifique.

ROYAUME-UNI

Les choses vont « empirer » d'abord, prévient Starmer

Le nouveau Premier ministre britannique Keir Starmer doit prévenir ses concitoyens mardi que leur vie va "empirer avant que ça aille mieux", dans son premier discours depuis son entrée en fonction. M. Starmer, chef du Parti travailliste qui a largement remporté les élections du 4 juillet, devrait accabler l'héritage laissé par le précédent gouvernement conservateur, dans ce discours dont des extraits ont été publiés à l'avance.

"Nous avons hérité d'un trou noir, aussi bien dans l'économie que dans la société. C'est pourquoi nous devons agir et faire les choses différemment", doit-il dire dans son discours. "Cela implique d'être honnête avec les gens: à propos des choix auxquels nous sommes confrontés, et des difficultés que nous allons traverser", doit-il ajouter. "Franchement, les choses vont empirer avant que ça aille mieux."

Ses services n'ont pas précisé dans quel contexte le chef du gouvernement britannique doit prononcer ce discours. La ministre des Finances Rachel Reeves a récemment prévenu que le nouveau gouvernement devrait prendre des "décisions difficiles" - réduction des dépenses ou augmentation des impôts - pour son premier budget qu'elle doit présenter le 30 octobre.

ment britannique doit prononcer ce discours. La ministre des Finances Rachel Reeves a récemment prévenu que le nouveau gouvernement devrait prendre des "décisions difficiles" - réduction des dépenses ou augmentation des impôts - pour son premier budget qu'elle doit présenter le 30 octobre.

CANADA

Les employés ferroviaires sommés de reprendre le travail

Le Conseil canadien des relations industrielles (CCRI) a ordonné samedi le retour au travail des employés du fret ferroviaire, imposant par ailleurs un arbitrage pour régler le conflit qui menaçait d'affecter l'économie nord-américaine. La Compagnie des chemins de fer nationaux du Canada (CN) et le Canadien Pacifique Kansas City (CPKC) avaient cessé leurs activités dans la nuit de mercredi à jeudi, mettant ainsi en « lock-out » près de 10.000 salariés, après l'échec de négociations sur les conditions de travail menées depuis des mois. Le « lock-out » est la fermeture provisoire d'une entreprise décidée par l'employeur en réponse à un conflit social. Quelques heures plus tard, le gouvernement de Justin Trudeau était intervenu pour contraindre le syndicat et entreprises d'accepter un arbitrage via le CCRI. Vendredi matin, les 6500 employés de CN étaient retournés au travail mais le syndicat Teamsters avait déposé quelques heures plus tard un préavis de grève. Samedi, le CCRI a ordonné qu'aucun arrêt de travail ne puisse avoir lieu pendant la procédure d'arbitrage.

« Cela signifie que l'avis de grève récemment transmis (...) est maintenant invalidé », a affirmé la Compagnie des chemins de fer du Canada dans un communiqué. Le syndicat Teamsters a indiqué qu'il se conformerait à la décision, tout en faisant appel devant la cour fédérale. « Cette décision du CCRI crée un précédent dangereux. Dorénavant, les grandes entreprises n'ont qu'à arrêter leurs opérations pendant quelques heures, infliger des dommages économiques à court terme, et le gouvernement fédéral interviendra pour casser un syndicat », a dénoncé Paul Boucher, président de Teamsters Canada. Le conflit porte sur les conditions de travail, notamment les redéploiements de personnels, la sécurité et le temps de travail. La Compagnie des chemins de fer nationaux s'est dite « déçue qu'une entente n'ait pu être conclue à la table de négociation », mais a accueilli favorablement l'ordonnance qui met « fin à l'imprévisibilité affectant les chaînes d'approvisionnement depuis des mois ». Les travailleurs de CPKC, quant à eux, avaient initialement refusé de reprendre leurs activités, contestant la constitutionnalité de l'intervention gouvernementale. Le ministre du Travail, Steven MacKinnon, a dit, samedi sur X, s'attendre à ce que « les compagnies ferroviaires et leurs employés reprennent leurs activités dès que possible ». C'était la première fois que le Canada était confronté à des arrêts de travail simultanés dans les deux compagnies ferroviaires, qui transportent quotidiennement des marchandises d'une valeur estimée à un milliard de dollars canadiens (661 millions d'euros). Deuxième pays le plus vaste du monde, le Canada dépend fortement du train pour le transport des céréales, de la potasse, des voitures ou encore des produits pétroliers et du bois. Des entreprises et le monde agricole avaient mis en garde contre des perturbations coûteuses pour l'économie canadienne, avec des retombées également pour les États-Unis.

NORVÈGE

Greta Thunberg et Extinction Rebellion tentent de bloquer une usine de traitement de gaz et de pétrole d'Equinor

Les militants, parmi lesquels figurent des membres d'Extinction Rebellion, sont arrivés avec huit kayaks et trois bateaux à moteur pour pénétrer dans une zone de sécurité à l'extérieur de l'usine. Des manifestants, dont la militante suédoise Greta Thunberg et des membres d'Extinction Rebellion, ont tenté samedi de bloquer une usine de traitement de gaz et de pétrole du géant norvégien de l'énergie Equinor, dans le sud-ouest du pays. Dans un message envoyé sur les réseaux sociaux, Extinction Rebellion Norvège a affirmé que huit kayaks et trois bateaux à moteur étaient entrés dans une zone de sécurité à l'extérieur de l'usine de traitement de Karsto pour « empêcher le fonctionnement normal des pétroliers ». Des militants, dont Greta Thunberg, se sont également rassemblés sur terre pour bloquer les portes de l'usine. « Nous ne pouvons pas rester les bras croisés pendant que l'industrie des combustibles fossiles prive les gens de leur vie et déstabilise nos systèmes de survie », a déclaré Thunberg, selon des propos rapportés dans le message.

La police sur place

L'usine de Karsto est exploitée par la société norvégienne Equinor. Elle est la plus grande de son genre en Europe, selon l'entreprise. Environ 30 champs de pétrole et de gaz sont connectés à l'usine. Une porte-parole de l'entreprise a confirmé que la manifestation avait commencé. « Un groupe de militants s'est rassemblé à l'extérieur de certaines parties de l'usine, mais à ce stade, l'usine fonctionne normalement », a déclaré à l'AFP Ellen Maria Skjelbaek. Elle a indiqué que la police s'occupait de la manifestation. Equinor est un géant de l'énergie, qui a enregistré des résultats meilleurs que prévu au deuxième trimestre, malgré le recul du prix du gaz naturel. Il accuse un peu de retard dans l'électricité d'origine renouvelable. Son bénéfice net s'est élevé à 2,08 milliards de dollars, soit 9% de moins que sur la même période de l'an dernier, selon le rapport publié en juillet par le groupe. Le chiffre d'affaires trimestriel est ressorti à 25,53 milliards, contre 22,87 milliards il y a un an.

HRC fait revivre l'ancienne Honda Integra Type R



Honda Racing Corporation s'est penchée sur la nouvelle Acura Integra Type S, dans une tentative de retrouver la magie de l'ancienne Type R. Ont-ils réussi ?

Une Integra n'est pas l'autre et même si le modèle a disparu du programme d'importation européen, les amateurs se souviennent que c'est surtout la comparaison avec les générations passées qui pèse lourd sur les réincarnations modernes. Conscient du problème, Honda Racing Corporation veut y remédier avec ce prototype HRC, basé sur l'Acura Integra Type S. Il s'agit en fait d'un ensemble de « Performance Parts » qui pourrait tôt ou tard être mis en production, un peu à l'image de ce que fait BMW et de ses pièces M Performance en option. À noter toutefois que HRC parle d'un prototype, et non d'un concept-car. Une nuance qui a son importance, car toutes les pièces Performance devraient réellement contribuer à améliorer le niveau de performances. Le 2 litres turbo issu de la Civic Type R, qui équipe cette Acura Integra Type S, bénéficie ainsi d'un intercooler plus grand, de radiateurs d'huile additionnels et d'une transmission modifiée.

Performance accrue

Le prototype HRC de l'Acura Integra Type S, peint en Indigo Yellow Pearl, se reconnaît à sa carrosserie optimisée sur le plan aérodynamique, qui combine des prises d'air supplémentaires dans le bouclier avant et sur le capot avec un ensemble de spoilers, allant du splitter sous le nez à l'aileron réglable sur le hayon. Ensemble, ils procurent plus d'appui et de stabilité, surtout à haute vitesse et lors des freinages appuyés. De plus, ce prototype HRC de l'Acura Integra Type S est équipé d'un châssis sport abaissé de 1,5 cm, d'une barre stabilisatrice et de carrossage réglables. Les Pirelli PZero Trofeo R équipant les superbes jantes de 19 pouces, assurent un grip supplémentaire tandis que les freins se voient renforcés. Honda Racing Corporation a également réduit le poids de 90 kg, notamment grâce à l'utilisation de pièces en fibre de carbone et à la suppression de la banquette. Notez aussi les superbes sièges Recaro...

CARBON PIRANHA

Le nouveau nom de la Sierra RS Cosworth

La frénésie des restomods s'est récemment emparée de la Ford Sierra RS Cosworth. Voici la Carbon Piranha, construite sur le châssis #148 de la sulfureuse RS500.



La BMW M3, au travers de ses nombreuses générations, joue toujours un rôle majeur dans la sphère de la passion automobile. Mais l'une de ses concurrentes les plus redoutables d'hier a été oubliée par sa marque. Ford a en effet complètement délaissé la pourtant redoutable version RS de sa sage Sierra, développée à l'époque en collaboration avec Cosworth. Il s'agit assurément de l'une des sportives les plus emblématiques de son époque, celle de la fin des années 80-début 90.

Mais un retour est en préparation, paraît-il, via un projet qui reprendrait ce célèbre aileron arrière. Espérons juste qu'il ne s'agira pas d'une récupération marketing d'une appellation mythique. En attendant, le partenaire d'hier, Cosworth a été rappelé pour concevoir ce restomod basé sur le châssis #148 de la Ford Sierra RS500. L'objectif est de lui donner un re-looking moderne, en utilisant une grande quantité de fibre de carbone. Cela afin de maintenir le poids total de la Carbon Piranha

sous les 1.000 kg, soit plus de 200 kg de moins que la Sierra RS Cosworth originale.

Un reconditionnement complet du 4-cylindres turbo de 2 litres (qui à l'époque développait 227 ch) est également au programme. Le projet est actuellement en cours de développement, mais on ne sait pas encore exactement quand la Carbon Piranha sera finalisée. Ce n'est d'ailleurs pas la première fois que la Ford Sierra RS 500 Cosworth fait l'objet d'un projet de restomod...

ROAST MONICA

Cette IA qui analyse vos réseaux sociaux pour mieux se... moquer de vous, est encensée par les internautes

Actuellement une des tendances les plus populaires sur les réseaux sociaux, la trend « Roast Monica » fait de nombreux adeptes. Roast Monica, c'est cette IA, qui scanne les contenus que vous publiez sur vos réseaux sociaux et en tire des résumés plus ou moins virulents. Si certains en rient, d'autres s'inquiètent de ce phénomène.

Avant, pour critiquer notre comportement ou notre addiction aux réseaux sociaux, il y avait les parents qui assénaient des « Sors de ta grotte et viens mettre la table plutôt que de traîner sur Facebook ! », tout en soupirant que « TikTokeur, c'est pas un métier ! » et regrettant : « Si tu passais autant de temps à réviser qu'à faire défiler les stories sur Instagram, tes notes seraient plus proches de 20 que de 0 ! ». Mais ça, c'était avant Roast Monica, la nouvelle coqueluche 100 % IA sur les réseaux sociaux.

Avant l'avènement de l'intelligence artificielle dont les progrès fulgurants permettent tout... et parfois n'importe quoi, les outils qui en sont dotés deviennent de plus en plus populaires, à l'image par exemple de Perplexity. Mais Roast Monica (en anglais, « roast » pouvant signifier « bâcher » ou « vanner » lorsqu'on l'utilise à l'attention d'une personne) innove en analysant vos moindres faits, gestes et mots que créent vos contenus sur vos réseaux sociaux pour vous en restituer des résumés plus ou moins... gentilletons avec votre ego. Au-delà de ce « roasting » consenti, cette nouvelle forme d'IA interroge sur l'utilisation de nos données personnelles et des conséquences sur l'évolution d'une telle viralité sur notre société.

Que fait réellement Roast Monica avec vos contenus sur les réseaux sociaux ?

Le moins que l'on puisse dire, c'est que Roast Monica n'y va pas avec le dos de la cuillère. En même temps, on ne peut pas reprocher à cette IA frondeuse de ne pas prévenir ses victimes, elle qui se targue de transformer vos « posts ennuyeux en or comique ». Et pour mieux vous « bâcher », elle passe au peigne fin vos profils Instagram, X.com, LinkedIn ou Threads. Rien n'échappe à son œil acerbe : fréquence de publication, type de contenu, orthographe, et même votre personnalité supposée. Si vous souhaitez connaître ce qu'elle pense de vous ou de quiconque possède des comptes sur les réseaux sociaux, il vous suffit de saisir l'URL du profil correspondant et en quelques secondes, l'IA vous sert un résumé « critique » de présence en ligne. Certains internautes, clients d'autodérision, partagent en masse ces « roasts » sur les réseaux sociaux quand d'autres s'amusent à faire « roaster » à Monica des personnalités ou proches.

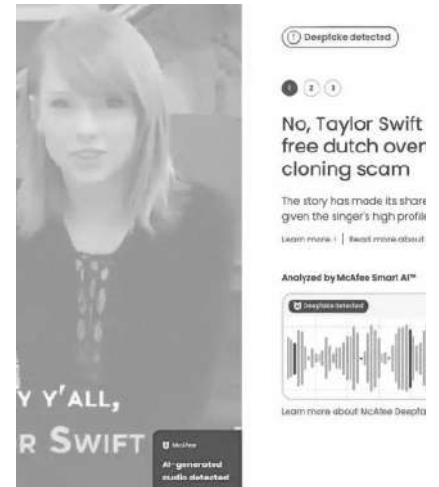


Monica possède d'autres défauts tout aussi inquiétants que le seul fait de vous « roaster »

Plus que cette atmosphère de franche camaraderie, c'est la précision de Roast Monica qui intrigue. Certains utilisateurs rapportent que l'IA a réussi à déduire leur personnalité malgré des comptes privés et une activité en ligne discrète. Cette capacité soulève des questions sur l'étendue réelle des données analysées par l'IA. Se contente-t-elle vraiment des informations publiques ou va-t-elle plus loin ? Nos paramètres de confidentialité ne seraient peut-être pas aussi robustes qu'on le pense. L'IA pourrait capter des informations bien au-delà de nos publications, incluant nos comportements de navigation et nos interactions en ligne. C'est ce que pense Philippine Loupiac, enseignante-chercheuse, spécialisée sur l'IA et sur son impact, dans les colonnes du site Le Parisien : « Internet est inondé de nos informations et les IA s'en nourrissent. Dans les faits, on n'est pas propriétaire des données qu'on produit », poursuivant que le statut de « privé » sur Internet n'est en aucun cas une forme de protection des données : « nos téléphones nous écoutent, on donne des autorisations d'utilisation de nos micros et

ces données sont captées », précise-t-elle. Son origine, quant à elle, reste floue et c'est également inquiétant, notamment en matière de législation. L'entreprise derrière Monica, Butterfly Effect Private Limited, est peu connue et difficile à localiser précisément. Monica, qui ne se contente pas de vous taquiner, propose une panoplie de fonctionnalités, dont certaines posent également question. Son moteur de recherche IA, par exemple, peut générer des informations totalement fantaisistes avec un aplomb déconcertant, puisque s'appuyant visiblement sur d'autres de ses concurrents, dont on connaît les hallucinations ou approximations. Plus inquiétant encore, Monica semble reproduire les « biais et stéréotypes de notre société », remarque par ailleurs la spécialiste. Des exemples de « roasts » contenant des éléments discriminatoires ont été relevés, ce qui pourrait potentiellement conduire à du harcèlement en ligne. Enfin, la gestion des données personnelles par Monica reste opaque. Bien que l'entreprise affirme ne pas collecter d'informations sur les sites visités, la précision de ses analyses laisse planer le doute. Sans oublier les témoignages d'utilisateurs faisant état de facturations non justifiées et de difficultés à obtenir des réponses de l'entreprise.

Le détecteur de deepfake de McAfee traque les fausses vidéos



Les développeurs de logiciels de tous bords cherchent à tirer parti des nouvelles capacités d'IA des accélérateurs NPU présents dans les PC Copilot+. McAfee pense en avoir trouvé un usage très concret : la détection des deepfakes vidéos. Le McAfee Deepfake Detector semble être un outil potentiellement pratique pour lutter contre la désinformation, s'il fonctionne comme annoncé : Il travaille en arrière-plan et analyse discrètement toutes les vidéos regardées par l'utilisateur. S'il s'agit d'une vidéo générée par l'IA, le service de McAfee émet un avertissement d'identification. Le Deepfake Detector ne fait pas partie de la solution antimalware de McAfee, Total Protection - du moins pas encore. L'éditeur met l'application à la disposition exclusive des clients de PC Copilot+ Lenovo. Ces derniers recevront un essai gratuit de l'outil, qui leur coûtera par la suite 9,99 \$ pour l'année entière s'ils choisissent de s'abonner. « Chez McAfee, nous sommes inspirés par le potentiel de transformation de l'IA et nous nous engageons à contribuer à façonner un avenir où l'IA est utilisée pour le bien », a déclaré Roma Majumder, vice-président principal des produits chez McAfee, dans un communiqué. « L'association avec Lenovo renforce notre capacité à fournir la détection de deepfakes la plus efficace, automatisée et alimentée par l'IA, offrant aux utilisateurs un gardien numérique performant sur leurs PC. Ensemble, nous sommes en mesure d'exploiter l'IA de manière nouvelle et révolutionnaire, en offrant aux individus la détection de deepfake la plus avancée afin qu'ils puissent naviguer en toute sécurité et en toute confiance dans un monde en ligne en constante évolution ».

Comment fonctionne Deepfake Detector

L'outil de détection n'examine pas vraiment les vidéos, au lieu de cela, il écoute la partie audio intégrée dans la vidéo et y applique ses algorithmes d'analyse épaulés par l'intelligence artificielle. Toute la détection s'effectue localement sur le PC équipé d'un NPU, ce qui signifie que les données ne sont pas transférées vers un cloud pour être analysées. Et l'audio de l'utilisateur n'est en aucun cas enregistré. La détection audio peut être activée ou désactivée bien entendu. McAfee a indiqué qu'elle lançait également un Smart AI Hub pour sensibiliser les utilisateurs aux deepfakes, et contribuer à la lutte contre la désinformation. Il est également possible de contribuer à l'entraînement de l'IA de McAfee en téléchargeant une URL cachant un deepfake.

Transmis- sion du patrimoine		A cet endroit		Nouveau disque Exposer pour la vente		Lire bêtement		Ruses		Rattachant		Même rang qu'eux	
Produits de remplacement		Fautifs						Villa située à Tivoli				Bigarrera	
										École fondée par C. de Gaulle et M. Debré			
Moyen contraceptif s'il est interrompu					Mis bas	Service militaire dû par le vassal				Journal érotique			
Monnaie d'or										Résultat des 35 heures hebdomadaires			
			Vagabond En Egypte antique, 'était un oiseau sacré										
Arrache les poils						Boissons exquises							
De couleur jaune pâle													
								Fameux fumeur					Vois
								Colère passée					
Nervi						Morceau de choix				Euskadi Ta Askata- suna		Epice d'origine orientale	
Ignobles						Analyse d'une langue							
				Détention d'une part de capital	Le propre de l'Homme selon Rabelais		Enfiler un vêtement		Radio privée française		Fleuve italien		
											Poisson d'eau douce		
Points cardinaux			Mise en garde										
Durées													
			Prénom masculin					Pingre					
Opération boursière	Ladgeries	Vadrouil- lât Pilastres carrés						Péjorati- vement italien (nos excuses)		Prénom féminin Séjour à l'hôtel			
			Disposer de quelqu'un										
Lettres en croix					Sélection- neuses								
Possèdent													
			Tranquille et silencieux				Partie supérieure d'un bâtiment					Prisonnier	Habitante d'une cité en Grèce antique
Il garrule					Multitude								
Une section de la police nationale					Etat américain								
			Morpion				Jean- Philippe Hallyday		Pair				
			Charlot						Note de musique				
Vilaine toile		Stations						Profon- dément ému					
								Maison en sapin					
						Partie molle				Bière anglaise			
										Ceinture jaune			
Couvre- chef		Suites de lettres initiales							Alliance atlantique				
		Zone citadine											
			Lac des Pyrénées			Très bonne note			Un présen- tateur radio et télé				
Ville de Toscane							Compère				Cube de jeu		

Championnat national de calcul mental "Soroban" le 14 septembre à Tamanrasset

Le Championnat d'Algérie de calcul mental "Soroban" aura, lieu le 14 septembre à Tamanrasset, a-t-on appris des organisateurs. Cette manifestation, d'une journée, organisée par Diamond Brain Academy de Tamanrasset, sous le haut patronage du wali de Tamanrasset et en collaboration avec la direction de la Jeunesse et des Sports locale (DJS), verra la participation de plus de 500 enfants âgés entre 4 et 15 ans, représentant une dizaine de wilayas du pays. Cet événement, qui sera supervisé par des professeurs spécialisés dans cette discipline et sept (7) juges-arbitres, à leur tête le juge international Nawel Bembarek, vise à "vulgariser cette activité auprès des enfants et à optimiser leurs aptitudes en prévisions des compétitions internationales", a-t-on noté.



IL A ANIMÉ UN MEETING À ORAN

Tebboune promet la création de 450 000 emplois

Le candidat indépendant à l'élection présidentielle du 7 septembre prochain, Abdelmadjid Tebboune, a animé un meeting populaire à Oran. Devant près de 14 000 de partisans, Tebboune a promis de créer 450 000 emplois et d'augmenter les salaires pour toutes les catégories de la société, s'il est élu pour un second mandat présidentiel. Le candidat Abdelmadjid Tebboune a déclaré, dans son discours prononcé, que son programme électoral comprend l'augmentation des allocations et des pensions des retraités, des personnes ayant des besoins spécifiques et ceux des classes vulnérables. Le candidat a ajouté qu'au cours du prochain mandat, l'âge moyen pour bénéficier d'un logement sera baissé à 27 ans. Il a expliqué que cette mesure s'inscrit dans le cadre de la répartition des richesses de tous les Algériens. Tebboune a souligné qu'il poursuivra ses efforts pour la récupération des fonds et des biens de l'Etat pillés, en annonçant que 51 entreprises économiques appartenant à «l'Issaba» ont été récupérées et mises sous le giron de l'Etat. Tebboune a ajouté que l'Etat poursuivra sa politique de protection sociale envers ses enfants. Il veillera à ce que la représentation des jeunes au prochain parlement soit de 50%. Concernant la politique étrangère de notre pays, le candidat Abdelmadjid Tebboune a souligné que notre politique étrangère restera ferme envers les questions palestiniennes et du Sahara occidental, quel qu'en soit le prix.

BANQUE MONDIALE

Le « piège du revenu intermédiaire » freine les progrès dans 108 pays en développement

Selon une nouvelle étude de la Banque mondiale, plus d'une centaine de pays, dont la Chine, l'Inde, le Brésil et l'Afrique du Sud, se heurtent à de sérieux obstacles qui risquent de les empêcher de devenir des économies à revenu élevé au cours des prochaines décennies. Le rapport propose pour la première fois une feuille de route détaillée afin de permettre aux pays en développement d'échapper au « piège du revenu intermédiaire ».

En se fondant sur les enseignements des 50 dernières années, le Rapport sur le développement dans le monde 2024 constate qu'à mesure que les pays s'enrichissent, ils tombent généralement dans un « piège » lorsque leur revenu atteint environ 10 % du PIB annuel des États-Unis par habitant, soit l'équivalent de 8 000 dollars aujourd'hui. Ce montant se situe au milieu de la fourchette des pays que la Banque mondiale classe dans la catégorie des « pays à revenu intermédiaire ». Depuis 1990, seuls 34 d'entre eux ont réussi à se hisser au niveau des économies à revenu élevé, et plus d'un tiers ont bénéficié soit de leur intégration dans l'Union européenne, soit de l'exploitation de nouveaux gisements de pétrole.

À la fin de l'année 2023, 108 pays figuraient dans la catégorie des économies à revenu intermédiaire, avec chacun un PIB annuel par habitant compris entre 1 136 et 13 845 dollars. Ces pays abritent six milliards de personnes, soit 75 % de la population mondiale, ainsi que deux tiers des personnes qui vivent dans l'extrême pauvreté. Ils génèrent plus de 40 % du PIB mondial et sont responsables de plus de 60 % des émissions de carbone. Mais ils sont en butte à de bien plus grandes difficultés que leurs prédécesseurs pour échapper au piège du revenu intermédiaire, en particulier le vieillissement rapide de leurs populations, la montée du protectionnisme dans les économies à revenu élevé et la nécessité d'accélérer la transition énergétique.

« La bataille pour la prospérité économique mondiale sera en grande partie gagnée ou perdue dans les pays à revenu intermédiaire, affirme Indermit Gill, économiste en chef du

Groupe de la Banque mondiale et premier vice-président chargé de l'économie du développement. Pourtant, un trop grand nombre de ces pays s'appuient sur des stratégies dépassées pour devenir des économies avancées. Ils dépendent uniquement de l'investissement pendant trop longtemps ou optent prématurément pour l'innovation. Une nouvelle approche est indispensable : il faut d'abord mettre l'accent sur l'investissement, ensuite privilégier l'injection de nouvelles technologies venues de l'étranger et, enfin, adopter une stratégie à trois volets qui équilibre investissement, infusion et innovation. Face aux pressions démographiques, écologiques et géopolitiques croissantes, nous n'avons pas le droit à l'erreur. »

Le rapport propose la « stratégie des 3i » pour permettre aux pays de se hisser au statut d'économie à revenu élevé. En fonction de leur stade de développement, tous doivent adopter un ensemble de politiques séquentielles et progressivement plus sophistiquées. Les pays à faible revenu peuvent se concentrer uniquement sur des politiques visant à accroître l'investissement, c'est la phase 1i. Puis, une fois atteint le statut d'économie à revenu intermédiaire de la tranche inférieure, ils doivent monter d'un cran et passer à la phase 2i, qui combine politiques d'investissement et d'« infusion », ce processus consistant à adopter des technologies provenant de l'étranger et à les diffuser dans l'ensemble de l'économie. Arrivés au niveau de revenu intermédiaire supérieur, les pays doivent à nouveau changer de vitesse et passer à la phase finale des 3i : investissement, infusion et innovation. Dans la phase d'innovation, les pays ne se contentent plus d'emprunter des idées à la pointe mondiale de la technologie, ils en repoussent les limites.

« Le chemin à parcourir sera escarpé, mais les pays peuvent progresser, même dans les conditions difficiles d'aujourd'hui, déclare Somik V. Lall, directeur du Rapport sur le développement dans le monde 2024. Le succès dépendra de la manière dont les sociétés équilibreront les forces de création, de préservation et de destruction. Ceux qui tentent

d'épargner à leurs citoyens les épreuves inhérentes aux réformes et à l'ouverture passeront à côté des bénéfices qui découlent d'une croissance soutenue. »

Le rapport souligne que la Corée du Sud est un modèle à suivre pour les trois phases de la stratégie 3i. En 1960, son revenu par habitant n'était que de 1 200 dollars. Fin 2023, ce chiffre s'élevait à 33 000 dollars. La Corée du Sud a commencé par appliquer un ensemble de mesures simples visant à augmenter les investissements publics et à encourager les investissements privés. Dans les années 1970, cette méthode s'est transformée en politique industrielle qui encourageait les entreprises nationales à adopter des technologies étrangères et des méthodes de production plus sophistiquées. Les entreprises coréennes ont répondu présent. Samsung, jadis fabricant de nouilles, a commencé à produire des téléviseurs pour les marchés nationaux et régionaux après avoir acquis des licences technologiques auprès d'entreprises japonaises (Sanyo et NEC). Le succès de Samsung a dopé la demande d'ingénieurs, de gestionnaires et d'autres professionnels qualifiés. À ce stade, le gouvernement sud-coréen a à son tour répondu présent. Le ministère de l'Éducation a fixé des objectifs et augmenté les budgets des universités publiques afin qu'elles contribuent au développement des nouvelles compétences demandées par les entreprises nationales. Aujourd'hui, Samsung est un innovateur mondial de premier plan, l'un des deux plus grands fabricants de smartphones au monde.

D'autres pays ont suivi des chemins comparables, notamment la Pologne et le Chili. La Pologne a privilégié l'augmentation de la productivité grâce à l'injection de technologies en provenance d'Europe occidentale. Pour sa part, le Chili a encouragé le transfert de technologies de l'étranger et l'a utilisé pour stimuler l'innovation nationale. L'une de ses plus grandes réussites a été l'adaptation des technologies norvégiennes d'élevage du saumon aux conditions locales, ce qui a permis au Chili de devenir l'un des tout premiers exportateurs de saumon au monde.

FOIRE DE FOURNITURES SCOLAIRES

M^{me} Krikou en visite aux espaces dédiés à la Famille productrice

La ministre de la Solidarité nationale, de la Famille et de la Condition de la femme, Kaoutar Krikou, a visité dimanche, les espaces dédiés à la famille productrice à la foire des fournitures scolaires, en prévision de la prochaine rentrée scolaire. Lors de cette visite, la ministre a expliqué que ces espaces réservés à la famille productrice, s'inscrivaient dans le cadre de la mise en œuvre du programme sectoriel commun, visant à soutenir l'adhésion de la femme au foyer à la production

nationale, rappelant que ce programme sectoriel, reposait sur plusieurs axes, notamment, la formation et l'accompagnement de la femme pour l'encourager à contribuer au développement. A cet égard, Mme Krikou a souligné que la participation de la femme à travers l'exposition de ses produits dans ces espaces, tendait à encourager la famille productrice en général, et particulièrement la femme au foyer pour l'aider à commercialiser ses produits dont les fournitures scolaires, telles que les ta-

bliers et les cartables. Elle a, dans ce contexte, mis en avant les opérations de sensibilisation et d'accompagnement menées par les cellules de proximité de son secteur, sur l'importance de la contribution de la femme au foyer à la production nationale, depuis le lancement du programme sectoriel commun en 2021. Mme Krikou a, en outre, mis en avant les efforts déployés par le secteur pour l'autonomisation économique de la femme afin de l'encourager à adhérer et à contribuer à la production

nationale, rappelant les mécanismes de financement disponibles au profit de la femme au foyer productrice. Pour rappel, la ministre a découvert, lors de cette visite, les différents produits exposés aux niveaux des espaces réservés à la femme productrice, avant d'écouter des préoccupations liées notamment au renforcement des mécanismes de commercialisation des produits de ces femmes, qui lui ont fait part de leur volonté d'intensifier leurs efforts en vue d'assurer un produit de qualité.